

LE M **M**ARXISTE L **L**ENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML
GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTE-LÉNINISTE

MENSUEL - MARS 1981

No 48-49

Prix: 5 Francs

Le P.C.F. anti-immigrés, anti-jeunes, anti-peuple, anti-communiste !



Une vue du rassemblement appelé à Montigny par les P.A.E. et soutenu par l'U.C.F.M.L. le 15/2/81.

FAIRE LE PARTI MAOISTE

- contre l'État et les fascistes
- contre le social-fascisme
du P.C.F.

DEBATS

CONTRE LE P.C.F. RACISTE ET SOCIAL-FASCISTE

Prendre parti contre le social-fascisme du P.C.F. est aujourd'hui une ligne de démarcation décisive.

Deux lieux-clefs pour ce débat politique: l'usine, les quartiers.

Nous publions ici trois tracts: le tract des C.P.A.C. rédigé avec une des filles de la famille Kharbouche et le tract de l'U.C.F.M.L. sur cette incroyable histoire de Montigny et un tract diffusé à l'usine de Renault-Billancourt.

Le prochain ML publiera une analyse complète du P.C.F. aujourd'hui.

NOUS VOUS APPELONS A SOUTENIR LA FAMILLE KHERBOUCHE CONTRE LE P.C.F. QUI L'ATTAQUE D'UNE FAÇON IGNOBLE ET RACISTE !

Il faut comprendre au fond l'affaire de Montigny qui concerne la famille Kharbouche, et se mobiliser contre le P.C.F. de Georges Marchais qui en est responsable. C'est une affaire qui concerne tout le monde. Aujourd'hui c'est cette famille, demain cela pourrait être une autre famille, immigrée ou française.

COMMENT L'AFFAIRE A-T-ELLE COMMENCÉ ?

La famille Kharbouche avait des voisins, la famille Ben Achour, avec qui elle avait de bons rapports. Mme Ben Achour venait boire le thé chez la famille Kharbouche. Un jour, sans prévenir, Mme Ben Achour envoie une lettre au maire de Montigny disant: «mon fils se drogue, j'accuse la famille Kharbouche». Elle n'a aucune preuve. Elle accuse la famille Kharbouche comme cela, tout à coup.

Pourquoi Mme Ben Achour fait-elle cela ? Elle l'a expliqué plus tard à la télévision. Elle a dit qu'elle est au P.C.F. C'est le P.C.F. qui lui a dit de faire cela.

Aussitôt, Vendredi 6 Février, le maire qui est aussi le chef du P.C.F. dans la ville, fait distribuer un tract dans tout Montigny. Par ce tract il accuse la famille Kharbouche de trafic de drogue et appelle à manifester sous ses fenêtres pour qu'elle soit expulsée. Le lendemain un petit groupe de gens du P.C.F. arrive en manifestation sous les fenêtres de la famille. Ils disaient «expulsion de la drogue», mais ce qu'ils voulaient dire, c'était: «expulsion de M Kharbouche». Beaucoup d'autres personnes étaient venues pour s'opposer à cette manifestation et défendre au contraire la famille.

COMMENT COMPRENDRE CETTE AFFAIRE ?

CETTE AFFAIRE N'A RIEN A VOIR AVEC LA DROGUE. Il s'agit d'une affaire politique, organisée par un parti politique, le parti soi-disant communiste de Georges Marchais. Lui-même a fait savoir qu'il soutenait son ami Hue, le maire de Montigny.

C'EST UNE POLITIQUE RACISTE QUE FAIT LE P.C.F. Aujourd'hui, il veut forcer la famille Kharbouche à partir, demain il pourrait attaquer une autre famille. On a vu ce parti faire beaucoup d'autres attaques racistes ces derniers mois. A Vitry, le 24 Décembre, le P.C.F. a envoyé un bulldozer contre un foyer d'immigrés pour les déloger. Par tout il déclare: «il y a trop d'immigrés dans les H.L.M. - Il y a trop d'enfants immigrés dans les écoles».

C'EST AUSSI UNE POLITIQUE DE DELATION. La délation, cela veut dire que si tu as quelque chose à dire contre tes propres amis, tu vas les dénoncer à la police ou à la mairie. La délation, c'est ignoble. Dénoncer ses voisins ou ses amis, c'est une chose que normalement tout le monde condamne parce que cela conduit à la guerre civile entre les gens.

Mais le P.C.F. dit que la délation, c'est très bien. Il a montré qu'il est prêt à organiser une manifestation contre n'importe quelle personne qu'on lui dénoncera. Il se moque pas mal des raisons et des preuves. Ce qu'il cherche à faire, c'est la guerre civile entre les gens.

CELA CONCERNE EN PARTICULIER LES JEUNES :

Les racistes sont aussi contre les jeunes. Ils les accusent de toutes les fautes. Au lycée Fernand-Léger d'Argenteuil, un professeur a écrit une lettre au journal «Le Monde». Dans cette lettre, il traite les jeunes et surtout les jeunes immigrés de trafiquants de drogue, etc... Il demande à l'Etat de faire quelque chose contre les jeunes immigrés. Déjà, de son côté, le P.C.F. refuse les jeunes immigrés dans les colonies de vacances municipales (pas plus de 15% dit-il) et demande qu'on fasse pareil dans les écoles.

ET MAINTENANT, QUE FAUT-IL FAIRE ?

Dans l'affaire de Montigny, la famille Kharbouche s'est bien défendue. Elle a montré qu'elle a raison. Beaucoup de gens l'ont soutenue contre le P.C.F.

Mais le P.C.F. va recommencer contre une autre famille. Le P.C.F. a dit qu'ils existeront toujours et qu'ils sont les plus forts. Ils attaquent les arabes, mais Georges Marchais s'est aussi attaqué aux chinois, aux antillais et à tous les français qui ne lui plaisent pas.

NOUS QUI SOMMES CONTRE CE QUE FAIT LE P.C.F., IL FAUT QU'ON EXISTE AUTANT QU'IL EXISTE ET QU'ON SOIT UNE FORCE QUI DEVIENNE PLUS GRANDE QUE LA SIENNE. Il faut que cette force ait un nom. Nous l'appelons le PEUPLE, le peuple uni qui défend tous les siens, les immigrés comme les français.

- Soutenez la famille Kharbouche pour qu'elle ne soit plus inquiétée. Le P.C.F. a voulu la salir pour la forcer à partir. La honte doit retomber sur le P.C.F. Si on entend quelqu'un dire: «Le P.C.F. a raison», il faut dire NON et rétablir la vérité. Si quelqu'un de cette famille est attaqué

à cause de cette affaire, il faut le défendre.

- Si toute autre famille immigrée ou française est attaquée de la même façon, il faut la défendre aussi. Organisez-vous pour cela avec les C.P.A.C. (adresse...).

- Il faut aussi se défendre contre le racisme anti-jeunes à l'école. Il ne faut pas accepter de paroles racistes, ni de renvoi raciste.

Adressez-vous aux militants du C.P.A.C. qui distribuent ce tract. On pourra organiser une réunion pour discuter de tout cela. Nous proposons que ceux qui ne peuvent pas venir aux réunions écrivent ce qu'ils pensent sur une feuille et nous la remettons.

**CONTRE LE RACISME ET LA DÉLATION ,
VIVE LA SOLIDARITÉ ENTRE TOUS, FRANÇAIS
ET IMMIGRÉS !**

Tract écrit par les C.P.A.C. et par une fille de la famille Kharbouche pour défendre toute autre famille qui peut être attaquée de la même façon.



Le rassemblement appelé par les P.A.E. et soutenu par l'u.c.f.m.l. se rend à la cité des K.

**CONTRE LE P.C.F., PARTI IGNOBLE DU RACISME ET DU NOUVEAU FASCISME,
OSONS NOUS ORGANISER POUR FAIRE UNE FORCE POLITIQUE DU PEUPLE !
LES MAOISTES PROPOSENT UNE NOUVELLE POLITIQUE DE PARTI CONTRE L'
ÉTAT, LES FASCISTES ET LE P.C.F.
VENEZ AU MEETING NATIONAL A LA MUTUALITÉ SAMEDI 28 FÉVRIER à 14h**

A Montigny, le P.C.F. attaque une famille ouvrière immigrée après avoir démoli un foyer d'immigrés à Vitry, expulsé des ouvriers à Bagnolet... Le P.C.F. se couvre maintenant de la prétendue question de la drogue pour organiser ses milices racistes, pour appeler aux ratonnades et aux pogromes.

POURQUOI le P.C.F. ose ainsi lancer de telles attaques contre les ouvriers immigrés et les jeunes ? Certains disent: c'est à cause des élections. Et alors ? Le règne de la terreur en serait-il moins grave ? **EN FAIT, LE P.C.F. NE CHERCHE PAS DES VOIX, MAIS DES MILICIENS !**

Ce qui l'intéresse, c'est le pouvoir d'Etat. Il sait qu'il ne l'aura jamais pour lui tout seul par les élections mais par coup d'Etat appuyé internationalement par l'U.R.S.S. Il a besoin pour cela de bataillons de choc, d'un «parti de masse» comme il dit; il ne veut pas face à lui d'un peuple uni, révolutionnaire, anti-impérialiste: il veut pouvoir se présenter comme seule issue contre Giscard et la crise du capitalisme.

Alors, il travaille à dresser une partie du peuple contre une autre à opposer les ouvriers entre eux, à semer le

T.S.V.P. .../...

trouble, à définir des boucs émissaires. Il dit aux ouvriers français: «Revenons à un impérialisme sans crise; battez-vous pour vos privilèges, pour éviter la prolétarianisation, pour prendre la place des vieux bourgeois dans l'Etat». Pour organiser de tels gens, le P.C.F. s'attaque aux ouvriers les plus prolétariés, aux immigrés; il constitue les plus pauvres comme repoussoir, comme bouc émissaire.

Le P.C.F. ne veut pas d'un peuple qui fasse son unité politique contre l'Etat et l'impérialisme, pour le communisme; il veut une identité qui vienne négativement, de la peur, de l'impuissance populaire et ouvrière. Alors il travaille à ce que les gens se déchirent entre eux, s'attaquent, se dénoncent. Il a besoin de ce TROUBLE pour faire passer sa politique de nouveau fascisme, pour faire croire qu'elle est révolutionnaire. Il trouble même le langage pour qu'on n'y comprenne plus rien, que les gens ne puissent même plus PENSER:

- quand il attaque les immigrés, il dit que c'est de l'antiracisme.
- quand il pratique la délation, il parle d'humanisme.
- quand il forme des milices et veut développer la police, il appelle cela du communisme !

En parlant maintenant de la drogue pour continuer d'attaquer les immigrés et les jeunes, le P.C.F. cultive l'abjection et il le fait sciemment: C'EST SON ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC A LUI ! C'est sa façon de dire: «les temps sont nouveaux; les temps sont à la guerre dans le peuple; alors disparaissent ou rentrez dans nos rangs».

Mais là il se trompe bien; ses pratiques révoltent de plus en plus les gens et nous, maoïstes, on organise une politique contre lui et contre l'Etat giscardien.

Pour nous, la drogue n'est pas un problème de politique; c'est bien sur une conséquence ici de la situation politique de crise, de chômage, de mépris des jeunes.

Mais il ne faut pas traiter les gens en irresponsables: ceux qui prennent de la drogue ou de l'alcool ont leurs raisons et il s'agit là de choix personnels que la politique n'a pas à trancher à la place des individus. Il est certes important d'en discuter dans le peuple, entre jeunes et puis le développement de la politique révolutionnaire du peuple changera les conditions de vie matérielle et surtout les conditions d'existence collective, les volontés et les consciences. Mais cette politique n'a pas à légiférer sur les choix de vie personnels des gens. Ce qui compte aujourd'hui, c'est: comment le peuple peut exister aujourd'hui comme peuple politique ?

COMBATTONS LA POLITIQUE RACISTE DU P.C.F. !

- I -

Il y a un point qui se discute beaucoup dans les usines depuis l'attentat de la rue Copernic et l'attaque d'un commando du P.C.F. contre le foyer des Fusillés à Vitry: c'est le rapport entre les immigrés et le chômage.

Stoléru, aussitôt après l'attentat de Copernic, a annoncé: «nous arrêterons l'immigration clandestine». Les groupes fascistes ont fait campagne contre «l'invasion de la France par les étrangers».

Le P.C.F. a, d'un seul coup, pris la tête de toute cette équipe de racistes en déclarant qu'il n'accepterait plus de familles ni de foyers d'immigrés dans ses municipalités, d'enfants d'immigrés à l'école et qu'il fallait arrêter immédiatement toute l'immigration officielle et clandestine. Après Marchais et le maire de Vitry à la tête de la première manifestation raciste en France, chaque jour un nouveau maire P.C.F. annonce qu'il «passe à l'action» contre les immigrés.

Avec quels arguments essaie-t-il de rallier à cette ignoble politique ?

- «Ce sera mieux pour les français, car ils auront la sécurité des logements et du travail».

QUI SOMMES-NOUS ? QUE PROPOSONS-NOUS ?

Nous, maoïstes de l'U.C.F.M.L., sommes des révolutionnaires et des communistes; nous sommes contre tous les capitalismes («libéral» de Giscard, d'Etat de Marchais); nous sommes contre tous les impérialismes (américain, russe ou français).

Nous travaillons à construire en France une force politique indépendante du peuple et un parti de cette politique; nous organisons des noyaux communistes ouvriers dans les usines, des Comités Populaires Anti-Capitalistes dans les quartiers et cités.

Nous organisons les combats politiques d'aujourd'hui contre l'Etat, les fascistes et le P.C.F.; nous appelons à des mobilisations de masse dans la rue contre tous les racismes; nous appelons à ne laisser attaquer personne sans le défendre, à refuser de marcher dans les combines du P.C.F. pour tendre les rapports dans le peuple.

Nous vous appelons à travailler dans les C.P.A.C. aux problèmes politiques réels:

- les jeunes immigrés: quelle place pour eux dans le peuple ?
- les chômeurs et travailleurs précaires doivent être considérés comme travailleurs à part entière.
- la crise de l'école et du système de santé.

Venez prendre vous-mêmes ces questions en main avec les Comités Populaires Anti-Capitalistes.

Enfin, nous vous appelons à notre meeting national Samedi 28 Février à la Mutualité de 14 à 19h (Paris): sur cette question du P.C.F., il faut réfléchir, discuter pour comprendre leurs plans, pour définir notre chemin et notre force. Il nous faut une force d'ensemble, il faut passer d'une riposte coup à coup à des perspectives plus amples. La situation de crise révèle la vérité des choses; si on y réfléchit, si on y travaille, cela fera notre force.

CONTRE L'ÉTAT DE GISCARD ET DU RACISTE STOLÉRU,

CONTRE LES FASCISTES QUI FONT LES MEURTRES RACISTES COMME A COPERNIC,

CONTRE LE P.C.F., PARTI DU RACISME DANS LA CLASSE OUVRIÈRE, DU NOUVEAU FASCISME, SEULE UNE POLITIQUE DE PARTI FERA FORCE DANS POUR LE PEUPLE !

CONSTRUISONS LA DANS LE FEU DES COMBATS POUR L'ÉGALITÉ COMPLETE DES DROITS ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS, POUR L'UNITÉ DU PEUPLE, DES JEUNES ET DES ADULTES.

- «Ce sera mieux pour les immigrés, car ils ne trouvent pas de travail en France, ils pourront rentrer chez eux».

- «Ce sera mieux pour les municipalités P.C.F., qui auront moins de 'charges'».

- «Ce sera mieux pour l'Etat français. Ce n'est pas à lui de prendre en charge les dépenses pour les immigrés, mais aux pays d'origine, qui sont des pays capitalistes».

Beaucoup de camarades français et immigrés dans l'usine sont révoltés par cette politique et ses «raisons». On a pu entendre, par exemple, des camarades qui disaient: «Ces gens du P.C.F. et de la C.G.T., il faudrait tous les tuer» et d'autres qui disaient: «les gens bornés comme ça, ça m'amuse toujours de les entendre».

MAIS LA SEULE INDIGNATION OU LE MÉPRIS N'ARRÊTERONS PAS CETTE POLITIQUE.

Il faut bien voir que le P.C.F. mène une politique de parti dont le projet est de rallier et d'organiser les racistes et défenseurs de la société impérialiste de France.

IL FAUT QU'UN COURANT D'OUVRIERS CRITIQUE A FOND LA CAMPAGNE DU P.C.F. Tenir tête contre, c'est discuter à fond entre ouvriers pourquoi et au nom de quoi on est contre.

Nous, maoïstes, nous voulons construire le parti politique de la classe ouvrière et du peuple. Nous organisons des noyaux communistes ouvriers dans les usines, regroupant des camarades de toutes les nationalités, et nous disons que la classe ouvrière en France est internationale, et qu'un point central de son unité, c'est l'égalité des droits, y compris politique. A l'heure actuelle, avec la crise, les ouvriers et le peuple traversent une période difficile, non seulement parce que leur vie est attaquée (chômage, licenciement), mais parce que toute la bourgeoisie s'emploie à les empêcher d'exister comme force politique, à détruire leur unité, à répandre partout un sentiment d'impuissance et d'individualisme. **LE RACISME EST LA GRANDE ARME DE CETTE POLITIQUE.**

Notre politique à nous part de cette situation et nous proposons d'agir pour que la classe ouvrière et le peuple se ressaisissent et soient capables de mener la lutte des classes contre la bourgeoisie en crise.

C'EST POUR CELA QUE NOUS PROPOSONS DES POINTS DE CONTRE-CAMPAGNE, DANS L'USINE, CONTRE LA POLITIQUE RACISTE DU P.C.F. :

-1) La logique du P.C.F. est raciste: pour lui, il s'agit de régler le sort des ouvriers en fonction de la nationalité. Le chômage, les fermetures d'usines touchent tout le monde, français et immigrés. Ce qui attaque durement peuple et ouvriers, c'est le capitalisme en crise. Pour le P.C.F. la question n'est pas cela, mais que les français devraient être épargnés, les immigrés chassés de partout. Cette logique, c'est déjà celle des patrons qui embauchent plutôt un français qu'un immigré.

Donc, le P.C.F. propose ni plus ni moins que de renforcer la logique des capitalistes eux-mêmes dans la crise.

-2) La logique du P.C.F., c'est de nier la réalité de la crise capitaliste dans le monde et en France. Il prétend que Giscard, Barre, «organisent la crise». Pourquoi ?

Parce qu'il espère tirer parti de la situation pour prendre le pouvoir d'Etat. Tout de suite, et par les élections ? Non. Mais il espère se gonfler monstrueusement d'une partie du peuple et des ouvriers avec le racisme (comme les fascistes avant la dernière guerre contre les juifs). Il lui faudra en plus que la crise entre les bourgeoisies impérialistes permette l'arrivée des russes. C'est pour cela qu'il prépare déjà l'idée qu'être occupé, «c'est normal», que les russes ont eu raison d'envahir l'Afghanistan.

-3) La logique de la politique raciste du P.C.F., c'est une logique de démantèlement politique des ouvriers.

Qui attaque-t-il quand il attaque les immigrés ? Les immigrés en France aujourd'hui ce sont des ouvriers.

Quand le P.C.F. dit: «Arrêt immédiat de l'immigration» comme solution au chômage, il faut comprendre comment cela attaque directement l'identité ouvrière dans les usines. Il s'agit que les ouvriers adoptent comme voie politique face à la crise, la voie d'un renforcement du contrôle de l'Etat sur une partie d'entre eux. Il s'agit qu'ils abandonnent toute confiance sur la possibilité de s'organiser eux-mêmes en force politique contre la bourgeoisie. Le P.C.F. veut leur faire choisir la voie du chacun pour soi, où l'Etat, les municipalités, la police, règlent toutes les questions. **IL VEUT LES EMPECHER D'AGIR ET DE PENSER COMME CLASSE.**

Ce n'est pas la première fois que le P.C.F. propose cette voie aux ouvriers:

- en 1936 déjà, où la grande question posée aux ouvriers était de s'organiser contre le développement du fascisme, contre l'assassinat du peuple espagnol et la guerre, le P.C.F. a proposé des accords sociaux pour compenser la dureté de la vie à l'usine et endormir l'idée d'exister comme classe. Résultat: l'occupation, Pétain, et après la guerre de Gaulle.

- en 1954-62: le P.C.F. a proposé la voie de la défense de l'«Algérie Française», proposant aux ouvriers français de défendre le colonialisme, d'aller faire leur service militaire contre le FLN. A Renault même cela a donné le sinistre coude à coude maîtrise-ouvriers français pour museler les algériens. Résultat: de Gaulle à nouveau, Pompidou, Giscard et la situation actuelle.

Dans toute cette histoire, si la bourgeoisie française s'est maintenue au pouvoir, malgré la crise, la guerre, malgré le coup que lui a porté le peuple algérien, c'est bien parce que le P.C.F. a toujours proposé aux ouvriers la voie de capituler, de ne pas exister comme force politique indépendante. C'est pour cela que nous disons **QUE LE P.C.F. EST UN PARTI DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS, COMME TOUS LES AUTRES PARTIS DU PARLEMENT.**

C'est à tout ce bilan qu'il faut aussi réfléchir, dans les usines, pour combattre la politique raciste actuelle du P.C.F.

Nous disons que les ouvriers ne peuvent sortir de la mauvaise situation de division et de solitude créée entre eux par les partis bourgeois, qu'en sachant ce qu'ils veulent, où ils vont aller. Pour cela, il faut des ouvriers qui aient la volonté de faire exister une identité et une unité ouvrière, qui veulent que les ouvriers existent comme classe, comme force collective d'action contre la bourgeoisie impérialiste au pouvoir et le P.C.F. lui aussi parti de l'impérialisme.

L'heure est à ce que **DES OUVRIERS SE DÉCIDENT A TRAVAILLER PARMI LES OUVRIERS, A ETRE UN POINT D'APPUI POUR QU'EXISTE UNE CLASSE OUVRIÈRE POLITIQUE**, c'est-à-dire que des ouvriers **S'ORGANISENT DANS DES NOYAUX COMMUNISTES OUVRIERS.**

DOCUMENT :

**NON A L'AGRESSION RACISTE GISCARDIENNE
PAS DE GHETTOS A VITRY**

Le Député Maire giscardien de St Maurice, l'ADEF et le Préfet du Val de Marne, viennent de se livrer à une odieuse agression raciste à l'encontre des travailleurs et de la population de Vitry, à l'encontre de la Municipalité.

Dimanche 21 décembre, ils ont organisé dans le plus grand secret le déplacement de 300 travailleurs Maliens du Foyer de St Maurice où ils habitent, au Foyer de la rue des Fusillés à Vitry.

Ce coup de force raciste a été minutieusement organisé. Ses auteurs ont fait pénétrer ces travailleurs dans ce foyer qui était fermé et où la Commission de sécurité compétente n'était pas passée.

Le Maire de Vitry, le Président de l'Office Public HLM de Vitry, propriétaire du Foyer n'ont été avertis de rien : mieux même un rendez-vous était prévu avec le Préfet justement pour discuter de l'avenir de ce Foyer !

NOUS LE DISONS FERMEMENT : NOUS N'ACCEPTONS PAS CE COUP DE FORCE

Ces travailleurs Maliens paient leurs impôts, leur loyer et travaillent à St Maurice ou à proximité, c'est donc au Maire de St Maurice de les reloger sur place. Il y a dans cette ville 2000 logements libres qui peuvent les accueillir. Mr Beaumont et le Préfet doivent prendre les mesures qui s'imposent dans ce sens dans les plus brefs délais.

Par contre il y a à Vitry 2000 demandes de logements en attente dont de nombreux jeunes et c'est justement la proposition faite par la Municipalité que ce Foyer accueille des jeunes travailleurs mal logés qui travaillent à Vitry, à la SNCF, à l'EDF ou dans les services publics.

C'est d'ailleurs ce que nous avons clairement dit aux travailleurs Maliens qui occupent le Foyer : «Vous ne pouvez accepter de prendre des logements qui sont réservés pour des jeunes travailleurs français, vous êtes de St Maurice, vous devez donc agir avec nous pour être relogés à St Maurice».

Comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, il est intolérable que le Pouvoir et le Patronat concentrent les travailleurs immigrés dans les villes communistes tandis que les villes de droite les chassent, comme le giscardien Beaumont dans le cas présent.

Il y a déjà à Vitry, beaucoup de travailleurs et de familles immigrés, notamment 2 foyers de colibataires qui regroupent plus de 500 locataires. L'intérêt des travailleurs, Français et immigrés, et de l'ensemble de la population commande qu'il n'y en ait pas plus.

Nous n'avons jamais ménagé nos efforts et nous ne les ménagerons jamais pour que s'exprime et se manifeste la solidarité de classe entre les travailleurs Français et immigrés mais en aucun cas cela ne peut se faire au détriment des travailleurs Français, sinon on se fait complice de la politique du Pouvoir et du Patronat.

Depuis qu'il a été connu, ce coup de force raciste a soulevé une profonde indignation de la population de Vitry, plusieurs centaines de personnes ont manifesté devant le Foyer mercredi soir. Nous vous appelons à amplifier l'action en protestant auprès du Préfet, du Ministre Stoléru et auprès du Maire de St Maurice ; nous vous appelons à soutenir les initiatives prises par la Municipalité de Vitry.

**NON AU COUP DE FORCE RACISTE
PAS DE GHETTOS A VITRY**

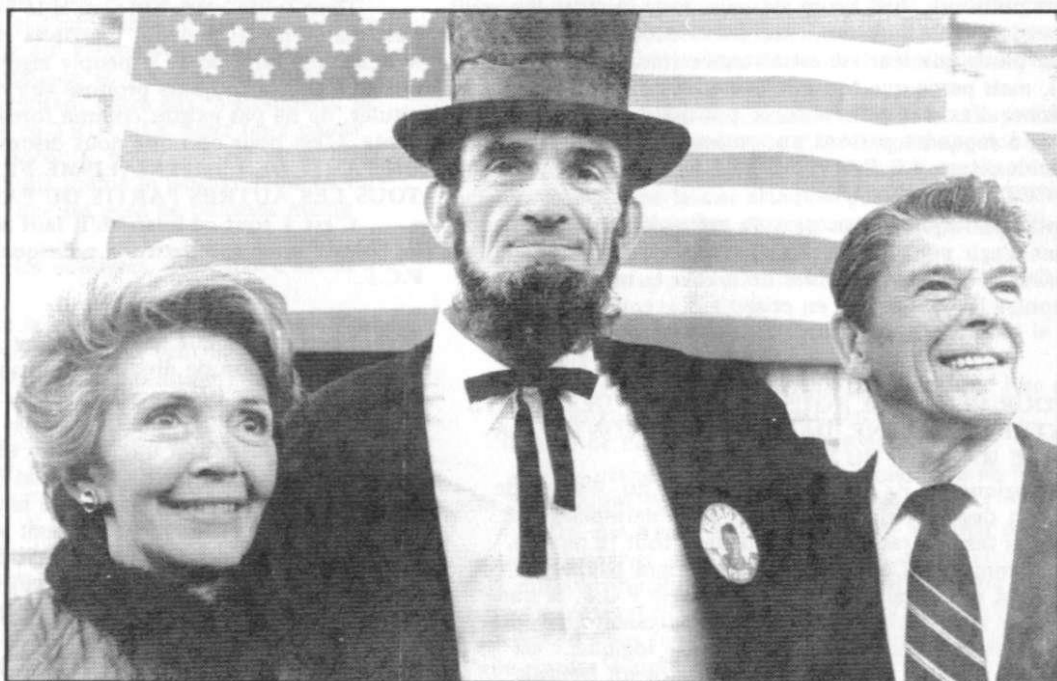
La Section de VITRY du P.C.F.

L'ODIEUX TRACT DU P.C.F. VITRY: on notera que ces maliens-là sont de St-Maur et pas de vitry (!), que pour mieux symboliser sa politique raciste du «bon français», français est écrit avec une majuscule et immigrés avec une minuscule.

GUERRE OU PAIX ?

Que représente Reagan ?

Le style de Reagan: chauvinisme impérialiste bleu-blanc-rouge, quel que peu à tendance rétro.



Reagan s'est fait élire sur un programme de «redressement» de la superpuissance américaine en réaction à la politique de Carter. S'il est trop tôt pour savoir ce qu'il en sera affectivement mis en pratique, on peut dès maintenant examiner les raisons de cette inflexion, et voir ce qui conjoncturellement doit être pris en compte dans notre travail politique en France.

UN BILAN DE L'ANNÉE ÉCOULÉE

Si l'on fait bilan de l'année écoulée au regard des risques de guerre mondiale, cela est nettement favorable aux forces des peuples pour leur indépendance révolutionnaire et la paix mondiale, contre les deux superpuissances et la guerre qu'elles préparent.

Bien que ce soit dans des conditions d'isolement international à peu près total, les peuples Khmer et Afghan continuent courageusement leur résistance acharnée à l'expansionnisme Vietnamien et au social-impérialisme.

Ces peuples font ainsi la preuve de la vitalité historique des masses des années 80 dans la modalité de la résistance nationale. L'existence de ce tiers terme que les 2 superpuissances n'arrivent pas à réduire est un grand facteur de conjuration des risques de guerre mondiale.

Il s'est trouvé consolidé par la révolution nationale Iranienne qui continue son parcours heurté, divisé dans la lutte en son sein pour sa direction entre bourgeoisie nationale naissante (Bani Sadr) et camp du clergé réactionnaire. Cette division s'aggrave d'autant plus que la révolution affirme sa force, en particulier contre l'agression Irakienne désormais totalement arrêtée et bientôt repoussée.

L'année écoulée a été marquée par deux autres événements - le renouveau des forces anti-impérialistes U.S. en Amérique centrale qui ont amené la victoire des sandinistes au Nicaragua et qui aujourd'hui secouent le Salvador. Mais dans les deux cas, l'autonomie du mouvement révolutionnaire par rapport aux forces révisionnistes n'est pas clairement constituée et permet au social-impérialisme, via Cuba, de marquer des points. L'issue de ces combats quand à l'accélération ou le freinage des risques de guerre mondiale en est rendue incertaine.

L'évènement principal de l'année a été l'irruption du mouvement démocratique révolutionnaire du peuple polonais qui s'affronte depuis 6 mois à l'Etat et au P.O.U.P. Ce mouvement entre actuellement dans une nouvelle séquence avec la levée du mouvement paysan qui affole particulièrement les nouveaux bourgeois dépourvus en la matière d'aristocratie ouvrière à constituer, corrompre et recruter. Cette bataille de grande envergure confirme que dans les pays de l'Est, le prolétariat a été plus démantelé que battu par les sociaux-fascistes et que le social-impérialisme devra d'abord lever cette hypothèque avant de se lancer dans une guerre mondiale. Cette force du peuple et du prolétariat polonais est donc un puissant facteur de paix si elle arrive à s'organiser en autonomie politique prolongée. Tout se jouera sur la capacité de la classe ouvrière à se constituer en force dirigeante indépendante, y compris sur la question nationale, question-clef en Pologne aujourd'hui.

Face à ces forces, le social-impérialisme a continué sa politique agressive sans se désunir, se préparant à l'évidence à mater par la force le peuple polonais. Ni battu, ni vainqueur, le social-impérialisme travaille dur à consolider son emprise.

L'impérialisme U.S. lui, a perdu des forces FACE AUX PEUPLES. Il y a eu ses échecs retentissants contre l'Iran, en particulier le raid U.S. sophistiqué échouant dans une tempête de sable du désert.

Il y a eu ses reculs en Amérique centrale, son impuissance à soutenir une quelconque force armée en Afghanistan ou au Kampuchéa, à proposer une issue à la révolte populaire polonaise, ou du moins à en capitaliser quelque chose.

REAGAN: UN CONTRE-COURANT

C'est par rapport à cela qu'il faut comprendre la politique prônée par Reagan. Il s'agit pour l'essentiel d'une contre-poussée de l'impérialisme U.S. contre les peuples dont il est attendu qu'elle renforce les positions de la superpuissance américaine contre l'U.R.S.S.

Le projet est de rivaliser avec les russes, moins en tête à tête qu'indirectement au travers de la capacité de s'affirmer comme impérialisme dominant contre les peuples. Très clairement, ce qui sert d'élément mobilisateur aux Etats-Unis à cette contre-poussée est l'impuissance américaine face à la révolution nationale iranienne; tout le monde voit bien qu'elle n'a pas d'équivalente pour l'U.R.S.S. face au mouvement polonais.

La politique de Reagan a plusieurs volets:

— elle s'appuie à l'intérieur sur une campagne économique de rénovation des lois du marché, de recul des politiques d'aide sociale de l'impérialisme florissant. Elle en appelle à l'esprit de concurrence, de conquête, de rivalité dans le peuple; elle relance le racisme et le chauvinisme.

— contre les peuples du Tiers-monde, elle affiche sa volonté de ne plus tolérer de mouvement d'indépendance dans la zone d'influence américaine, de conserver à tout prix le Salvador et pourquoi pas, de reconquérir le Nicaragua.

— contre les russes, plus directement, elle veut consolider le leadership U.S. sur le camp impérialiste occidental.

CETTE POLITIQUE A DES MARGES DE MANOEUVRES, LIMITÉES MAIS CERTAINES :

La société impérialiste U.S. bien qu'en crise économique a encore de réelles potentialités de développement et d'accumulation. L'autonomie politique des masses américaines et du prolétariat sont à un niveau très bas alors que la bourgeoisie n'y est pas divisée par la question de la nouvelle bourgeoisie.

Vis-à-vis des peuples, les solutions Carter (camoufler le néo-colonialisme derrière un paravent de démocratie parlementaire) ont fait long feu. Les solutions plus brutales seront moins coûteuses à court terme pour l'impérialisme U.S. A moyen terme elles ne peuvent qu'enliser cet impérialisme dans de nouvelles guerres impérialistes. En attendant, la faiblesse des forces marxistes-léninistes-maoïstes dans le Tiers-monde, en particulier au regard de la question nationale ne peut que donner une marge de manoeuvre supplémentaire aux Etats-Unis.

Vis-à-vis des russes, les bourgeoisies occidentales sont

divisées.

Thatcher, à la tête de l'ancienne superpuissance britannique a déjà entrepris des efforts internes de contre-poussée anti-populaire assez semblables. L'Etat de Grande-Bretagne a des capacités de résistance nationale face aux russes certainement supérieur à celui des Etats continentaux.

La France et la R.F.A. sont dans des positions plus neutralistes, demandant déjà que les Etats-Unis ne visent que l'équilibre militaire, non la suprématie. Les contre-poussées giscardiennes anti-populaires ne tentent pas de reconstituer un grand projet impérialiste, mais pilotent au plus juste. Leur ressort idéologique interne est très faible. A l'extérieur, les marges de manoeuvre de l'Etat impérialiste français sont très réduites comme son échec au Tchad l'a bien illustré. Il s'agit plus pour lui de jouer des rivalités U.S.A./U.R.S.S. que de tenir seul de bout en bout un projet d'envergure.

D'où le côté aventuriste et accentuant les risques de guerre de cette politique.

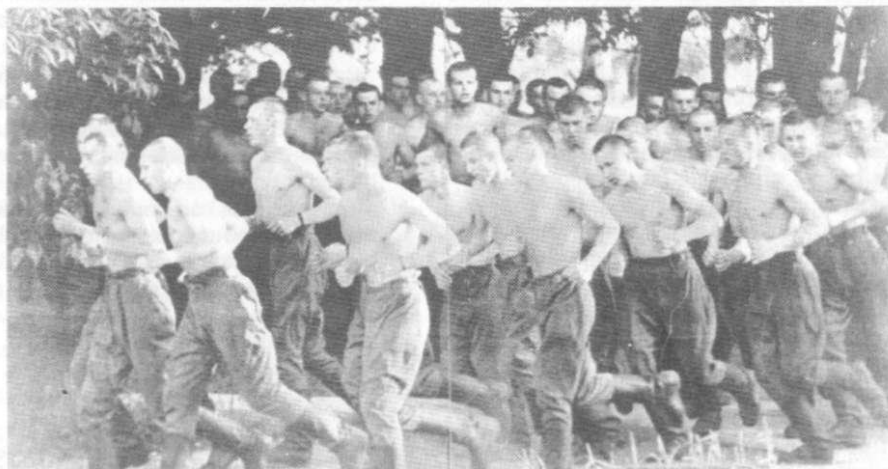
Au total, la politique de Reagan (si elle se matérialise. Préjugeons qu'elle réduira progressivement ses prétentions), annonce un renouveau des offensives impérialistes U.S. contre les peuples du Tiers-monde (Cf projet de déploiement d'une force permanente U.S. au proche-orient), et une montée des risques de guerre mondiale, la rivalité avec les russes pouvant conduire à des face-à-face inquiétants.

Pour nous, cette contre-poussée nous oblige à tenir ferme sur le fait que les DEUX superpuissances préparent la guerre et que seule la force révolutionnaire des peuples peut la conjurer.

Il s'agit de rappeler le caractère de paix de l'émergence des forces d'indépendance nationale dans la lutte sur deux fronts, de combattre avec résolution les interventions impérialistes américaines partout dans le monde, tout autant que les menées agressives de l'U.R.S.S.

Plus que jamais, l'avenir de la paix dépend des résistances Khmère et Afghane, de la consolidation de la révolution nationale iranienne, de l'avenir politique du prolétariat dans les pays de l'Est et spécialement en Pologne.

Entraînement des conscrits soviétiques : un entraînement impérialiste presque intact.



abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 80 F
soutien : 100 F et plus !

L'abonnement (de soutien en particulier) est un moyen sûr de se procurer le journal régulièrement et de contribuer à son amélioration continue. En s'abonnant, on reçoit également toutes les brochures signées de l'U.C.F.M.L. parues aux Editions Potemkine dans le courant de l'année. L'abonnement couvre 12 numéros (quelque soit le rythme de publication effective).

Pour s'abonner (ou POUR TOUS AUTRES CONTACTS), écrire à l'adresse suivante: «Le Marxiste-Léniniste» - BP 278 - 75 827 - Paris Cedex 17 (à l'exclusion de toutes autres adresses - en particulier, ne jamais envoyer de chèque directement au CCP - cela complique considérablement les recherches pour savoir qui à réglé, et quoi - Merci).

«LE MARXISTE-LÉNINISTE» - Directeur de Publication P. Gonin - Dépôt légal 1/81 - Commission Paritaire 56 220
Imprimerie Spéciale Potemkine - CCP 3458161 L La Source - adresse: BP 278 - 75 827 Paris Ced 17 - ISSN 0338-5086

ORGANISATIONS

FAIRE EXISTER LA CLASSE OUVRIERE A L'USINE

Le 13 Novembre, à la sortie de l'équipe d'après-midi, les flics contrôlent les papiers des ouvriers immigrés sur le chemin du métro. Le lendemain, ils entrent carrément dans l'usine. Au bureau du personnel, on leur fournit la liste des ouvriers intérimaires. Puis, les chefs se répandent dans les ateliers et donnent aux immigrés intérimaires un papier pour aller à la visite médicale. Quand ceux qui ont à la main ce papier sortent dans la cour, ils sont contrôlés. 30 ouvriers sont arrêtés de cette manière. Certains seront expulsés immédiatement en Afrique, d'autres mis en prison. Il faut noter que pendant toute l'opération, la C.G.T. est à la porte de l'usine, occupée à faire signer des pétitions de soutien à Marchais. A ceux qui demandent aux «cégétistes» ce que font ces flics dans la cour de l'usine et ce qu'ils comptent faire, ils répondent: «Ça ne nous regarde pas, c'est pour les intérimaires».

L'ÉCOLE: FACE AUX DIVISIONS, QUE FAIRE ?

Ce scandale, comme l'appellent à juste titre beaucoup d'ouvriers de l'usine, se produit alors que nous, dans l'école d'unification au noyau, étions en plein débat sur la question: peut-on ou non engager un travail à l'intérieur de l'usine pour y transformer la situation de division et de démembrement complet qui est celle des ouvriers aujourd'hui ?

Certains camarades avaient rejoint l'école en disant franchement qu'à leur avis, ce n'est pas possible. Quant à eux, ils sont pour la politique, pour la construction du parti de type nouveau: donc, ils veulent bien étudier avec nous le marxisme. Mais ils ne voient rien à faire dans l'usine. A l'appui de cette thèse, ils avancent des éléments objectifs: les ouvriers font des heures supplémentaires même le dimanche; travailler le samedi est un privilège pour lequel on se dispute, à coup de «ricards» payés, les faveurs des chefs. Les intérimaires sont pris et jetés comme des marchandises; il n'y a pas de réaction collective à la montée des cadences, etc... Mais surtout des éléments subjectifs: les ouvriers sont profondément découragés, et ils ne veulent répondre à aucun appel. Ils pensent qu'il faut tout accepter.

Nous soutenions le point de vue que la situation subjective actuelle doit pouvoir se comprendre. Qu'il est bien normal que les ouvriers ne répondent à aucun appel syndical (c'est le cas depuis très longtemps à Chausson); et qu'il ne s'agit pas pour nous de lancer des appels successifs à la révolte, qui effectivement ne seront pas suivis; mais, en choisissant une question interne à l'usine, de mener le débat à fond sur: d'où vient le découragement, quelles sont, de l'avis des camarades, les conditions pour que les ouvriers soient une force dans l'usine... Nous disions aussi, du reste, qu'il est contradictoire de dire d'une part qu'on est pour la construction du parti, de l'autre, qu'on ne peut rien faire dans les usines... Et nous nous étions finalement unifiés sur le projet de mener à bien un travail prolongé dans l'usine, un travail au nom du projet du Parti et de l'existence de la classe ouvrière comme classe, travail dont le but affirmé n'est pas de faire face d'emblée à toutes les attaques du patron, mais de transformer la situation subjective dans l'usine.

De ce fait, l'école du noyau s'était transformée, on passait d'un simple regroupement d'ouvriers voulant étudier le marxisme à une école dont le but explicite est l'unification au noyau, prenant en charge, en plus de l'étude, le travail politique dans les usines. Et nous avons écrit un premier tract, signé du noyau et des ouvriers de l'école, expliquant cette nouvelle orientation à Chausson, à propos d'une question précise: le prix de la cantine.

UNE GREVE DE DIX MINUTES ?

L'affaire de l'entrée des flics à l'usine vient confirmer que la situation est plutôt mauvaise. Même en tenant compte de l'effet de surprise, il faut constater qu'il n'y a pas eu de réaction collective. C'est ce que nous disons dans un tract, écrit et diffusé par l'équipe d'intervention de l'U.C.F.M.L. deux jours après cette affaire, et nous concluons: «Nous ne disons pas qu'il faut s'avancer tout seul, se montrer tout seul et pousser des cris. Mais nous disons: il faut absolument travailler auprès des autres ouvriers, travailler entre nous jour après jour pour changer la situation, avec le but que les ouvriers relèvent la tête, deviennent une force».

Suit la situation dans l'école: comment réagir ?

On s'appuie sur l'expérience qu'on vient de faire en lançant dans une autre usine une directive de grève de 10 minutes, en riposte à un crime raciste de la police qui vient d'avoir lieu dans la ville.

Les flics ont tiré sur un jeune au volant d'une voiture volée, ils ont tiré une deuxième fois alors qu'il était déjà à terre. C'est deux jours après l'attentat de Marseille, quelques jours après Copernic. Le père du jeune travaille dans l'usine.

Avec les camarades de l'école, nous avons appelé à cette grève pour montrer que la classe ouvrière n'accepte pas les attentats racistes, et qu'il faut dorénavant que les ouvriers ripostent à chaque attentat dans les usines mêmes, par la grève. Nous appelons à cette grève en sachant que très probablement, elle n'aura pas lieu: nous le faisons pour affirmer une position de principe, et pour montrer dans quelle voie nous comptons nous engager à l'usine.

PAS DE GREVE, MAIS UNE BONNE DISCUSSION.

Et bien que la grève n'ait effectivement pas lieu, nous faisons de cet appel un bilan positif, pour deux raisons:

— L'appel a permis de trancher les camps. Deux points de vue de classe sont en présence. Un tiers des ouvriers environ sont d'emblée sur notre position, selon quoi tirer sur un «voleur» est un assassinat, selon quoi il faut riposter à ce crime de la police. De l'autre côté, l'essence du point de vue de la bourgeoisie (tuer l'homme et sauver le matériel), exprimé par les chefs et une partie des ouvriers, et dont le héraut est le P.C.F. qui distribue à 3 reprises dans l'usine, en réponse à notre appel, un tract déclarant: «La police a eu raison de tirer sur le jeune Hamadani, parce que c'est un délinquant».

Ces syndicalistes poussent des cris bravaches et haineux «moi, si on me vole mon auto-radio, je sors mon fu-



sil et je tire», ou se découvrent soudain une âme de tortionnaire «il faudrait me les donner ces jeunes-là, je saurais quoi en faire»...

Cette division en deux camps se manifeste le jour prévu de la grève, où certains ouvriers montrent leur volonté de s'arrêter, pendant que chefs et syndicalistes de concert donnent de la voix dans les ateliers pour répéter: contre un voleur, je prends mon fusil et je tire...

Cette division en deux camps a servi à encourager les camarades de l'école. Elle a confirmé la justesse de l'orientation prise: il est possible de transformer la situation dans les usines, un camp se manifeste si on défend un juste point de vue de classe, et on sait maintenant auprès de qui travailler, avec qui discuter dans l'usine.

— Deuxième point de bilan, les ouvriers ont vu sur le tas la nécessité d'être organisé à l'intérieur de l'usine. Car beaucoup qui voulaient s'arrêter attendaient un signal. Mais un signal de qui ? Pas des délégués syndicaux, qui sont alors occupés à crier contre cette grève ?

Le tract de bilan distribué après cet appel porte sur ce point: on a vu qu'il ne faut pas compter sur «des délégués», les anciens sont des ennemis, et on ne les remplacera pas par des nouveaux. Le prolétariat dans l'usine ne peut pas avoir de délégués, payés par le patron pour s'adresser aux autres, autorisés et estampillés. L'action nécessite un accord préalable dans les équipes, un travail et une organisation interne de la classe ouvrière.

L'école décide donc unanime qu'il faut aussi lancer une grève de 10 minutes à Chausson. Le tract dit: «Nous les ouvriers maoïstes, nous voulons relever la tête. Nous voulons que les ouvriers soient capables de faire face, qu'ils s'organisent». Il appelle les ouvriers à prendre en main la discussion dans leur équipe et à regrouper ceux qui sont d'accord pour cette action.

L'enquête montre qu'il existe un courant, petit certes, mais significatif, pour appliquer cette directive (dans l'enquête aux portes de l'usine, une douzaine de camarades se déclarent prêts à le faire). Avec d'autres, la discussion porte encore une fois sur le point: peut-on ou non faire quelque chose dans l'usine ? Personne quasiment pour se déclarer indifférent ou bien lancer «ce sont des sans-papiers, alors». Nous expliquons donc surtout le bilan de l'appel dans l'autre usine, le fait qu'il faut pour une telle action avoir discuté à l'avance, savoir sur qui on compte dans son équipe. Puis, après une nouvelle discussion dans l'école, nous lançons l'appel à s'arrêter «pour montrer que nous n'acceptons pas ce scandale de l'entrée de la police dans l'usine - pour montrer notre unité et notre volonté de relever la tête». Le tract répond rapidement à quelques arguments: - ceux qui disent: je ne vais pas perdre dix minutes de salaire alors que j'ai mes papiers; - ceux qui critiquent les

sans-papiers, ceux qui disent la grève ne sert à rien, le patron s'en fout, ceux enfin qui répètent: c'est bien la grève, mais il faudrait être tous ensemble. D'autre part, il précise la directive: «Nous demandons aux camarades qui sont d'accord avec cette grève de 10 minutes d'en parler dans leur équipe et de voir combien sont d'accord. S'il y a dix ouvriers d'accord ou plus, il faut arrêter le travail. Sinon, on laisse tomber et on en rediscutera. Cette grève est un premier pas dans le grand travail des ouvriers entre eux. Elle nous permettra de voir ce que nous sommes capables de faire aujourd'hui et d'avancer à partir de là».

UNE GREVE PORTEUSE D'UN DEBAT DE TYPE NOUVEAU.

Résultat: deux équipes se sont arrêtées, dans deux ateliers différents. Dans les deux cas, 10 personnes s'arrêtent, dans les deux cas aussi, ce sont des ouvriers de nationalités différentes, y compris des français. Ce point est très important, car à Chausson on dit toujours qu'on ne peut pas discuter avec ceux des autres nationalités: cela montre qu'il s'agit bien d'une unité politique certes embryonnaire, mais tout à fait nouvelle.

Ailleurs, il y a eu des discussions. Certains n'ont pu réussir à unir 10 camarades de leur équipe. Dans d'autres équipes, la dissuasion de la CGT a joué, les délégués - notamment ceux qui s'étaient déjà illustrés en faisant mettre Bouaziz en prison - menaçant les ouvriers: «on ne pourra plus rien faire pour vous si vous faites cette grève».

Cette fois encore, l'appel à la grève a servi à prouver aux camarades qu'on peut faire quelque chose dans l'usine, que le projet et la façon de travailler qui sont les nôtres sont justes, et permettent d'agir. Cela l'a montré aux camarades de l'école, et aussi à quelques autres, avec qui nous discutons ces derniers temps.

Mais on peut voir aussi des effets de cette grève au niveau des larges masses de l'usine. Trois points sont à noter:

1) Un débat s'est ouvert sur la nécessité de lire ou non les tracts. Beaucoup d'ouvriers nous ont interpellé, dans l'usine ou en dehors, en disant: nous n'étions pas au courant de cette grève. Pourquoi ? Parce que vous ne lisez pas les tracts. Il faut le faire. Et de fait, nous voyons aujourd'hui des ouvriers qui, alors qu'ils sont souvent depuis très longtemps à l'usine, où nous intervenons pour notre part depuis des années, venir nous parler du contenu d'un tract en disant: «maintenant on les lit». Depuis longtemps les ouvriers de Chausson ne lisent plus les tracts syndicaux. Aujourd'hui ce fait est présenté comme un refus explicite: «les tracts des syndicats, maintenant, je les jette tout de suite par terre», disent les ouvriers.

Nos tracts, les camarades les mettaient en général dans leur poche. Le fait qu'on dise maintenant qu'il faut en connaître le contenu et les discuter montre qu'il ne s'agit plus seulement de sympathie, mais qu'on passe au stade de la discussion d'une véritable politique ouvrière.

-2) Certains ouvriers n'ont pas vu l'intérêt de notre grève de 10 minutes, car ils pensent: nous refusons les grèves syndicales de 1 heure, dans la mesure où elles ne gênent en rien le patron. Alors 10 minutes... Bien sûr, nous avions nous expliqué dans les tracts que cette grève de 10 minutes est une grève pour les ouvriers, interne aux ouvriers et non pas destinée à faire pression sur le patron directement.

Mais au-delà de cette affaire, cela nous montre qu'il y a là un débat à engager sur les formes et le contenu de la politique. Un certain nombre de pratiques d'opposition aux révisionnistes étaient jusqu'à présent fondées, chez les ouvriers, sur des arguments formels: ils discutent avec le patron, il font des grèves d'une heure. Ces arguments sont en grande partie des arguments de faiblesse, hérités de l'anarcho-syndicalisme. Dès lors qu'on s'engage soi-même dans une politique à l'usine, on sera amené à discuter avec le patron, par exemple, ou à utiliser telle ou telle forme de l'action politique que la C.G.T. utilise. Il faut en passer à un débat sur le contenu d'une politique et de l'autre - ce qui engage bien sûr en dernier ressort des différences dans les formes de l'action - et expliquer pourquoi cela vient sur le tapis aujourd'hui.

-3) Enfin, cette «grève» a engagé, ou montré qu'il existait un débat direct sur le Parti, sur «notre Parti» dans l'usine. C'est là le point principal de bilan qu'ont rapporté les camarades de l'école. Des ouvriers disaient: «oui, les maoïstes sont bien, mais cela fait longtemps qu'ils donnent des tracts devant l'usine, et ils ne sont pas encore une grande force, pourquoi ? » ou bien: «c'est bien l'U.C.F.M.L., mais quand on est là-dedans, on travaille jour et nuit, on ne dort plus... ». Notre tract de bilan a porté là-dessus, essayant de répondre à la question sur l'état de nos forces: d'une part, que signifie cette question du point de vue de celui qui la pose, d'autre part, où en sont effectivement nos forces, et pourquoi nous sommes nous à un tournant aujourd'hui.

L'existence de cette discussion ouverte sur la politique et le Parti est un grand encouragement pour nous.

Nos plans à Chausson sont maintenant, à partir des résultats de cette grève, d'engager une campagne prolongée sur le thème: faire exister la classe ouvrière à l'usine. La cible en sera d'obtenir sur des enjeux précis des résultats matérialisant l'unité et la volonté explicite d'unité entre fixes et intérimaires.

D'autre part, toute cette campagne a renforcé l'école dans son identité militante, et nous a permis de définir et de soumettre à la discussion les critères d'unification des camarades de l'école à l'U.C.F.M.L.

LE TRAVAIL DU C.P.A.C DE VITRY

Depuis quelques mois, le C.P.A.C. de Vitry tenait le fil de la question des jeunes. Depuis la mort de Kader assassiné à la Cité Jean Couzy par un gardien, les jeunes des cités s'étaient organisés entre eux, et isolés dans un défi révolté par rapport aux autres gens. Avec, pour certains, Allah comme drapeau et la référence à l'Iran; pour d'autres, une violence «anti-blancs» tournant au contre-racisme, une grande méfiance à l'égard des organisations. Puis le sentiment d'une impuissance, et le repli découragé sur eux-mêmes: premier «rock against police» à Vitry.

Du côté des femmes que connaît le C.P.A.C., une grande préoccupation du sort des jeunes, le refus de jeter l'éponge et de les laisser seuls, face au chômage, face à l'encercllement par le P.C.F. et par les flics, face aux campagnes sur la délinquance.

Des premières tentatives sont faites, pour témoigner en faveur d'un jeune injustement accusé par la police, avec le souci de briser l'engrenage: prisons pour des brouilles/campagne sur le thème: «voyez, ils font de la prison, ce sont des délinquants».

Le fil aussi des effets rampants de la crise: dans une petite usine où travaillent des ouvriers de Vitry, le patron veut imposer une mutuelle patronale obligatoire aux ouvriers. Alerté, le C.P.A.C. intervient sur l'usine, explique ce qui se joue du côté de la Sécurité Sociale.

Contre la police et le P.C.F. dans les cités

Puis, on sent une effervescence: des gens se regroupent pour empêcher l'embarquement par les flics d'un jeune qui a volé un portefeuille. Ailleurs, les jeunes et des femmes empêchent l'expulsion d'une famille de squatters par les C.R.S.

C'est la période où le maire de Vitry a fait ses premières déclarations racistes. Le C.P.A.C. est en train d'appeler à la manifestation Marais-Barbès. Là-dessus, il apprend

que les Amicales de Locataires n'ont pas tardé à mettre en pratique les directives racistes d'Ivry. Des plaintes ont été déposées contre plusieurs familles de la cité pour bruit des enfants, détérioration, etc...

Ce sont des plaintes déposées auprès de l'office d'HLM pour obtenir l'expulsion des familles concernées.

Un premier point de ces plaintes, c'est leur caractère raciste: parmi les jeunes qui «font du bruit», il y a des français et des immigrés. Or, seuls les jeunes immigrés sont dénoncés. Le second point, c'est cette façon de sanctionner le mode de vie des gens, en les privant du droit à se loger là où ils veulent, de brandir l'expulsion comme règlement d'un point de la vie du peuple sur les cités.

On voit déjà se profiler la logique de discrimination, d'exclusion qui est à l'oeuvre dans la politique du P.C.F. contre les immigrés.

Le C.P.A.C. décide alors d'organiser avec les familles en question et des gens mobilisés dès le début par cette affaire, une première réunion pour voir que faire.

Quatorze personnes sont présentes: 8 jeunes, dont ceux qui sont visés, 5 femmes, 1 homme - français et immigrés de 3 cités du quartier.

Premières discussions sur comment résoudre les conflits entre jeunes et locataires, les «rivalités» entre cités. Mise sur pied d'un plan pour faire retirer les plaintes: avec une pétition contre, et une lettre ouverte du C.P.A.C. à l'Amicale des Locataires dénonçant sa politique et expliquant les principes d'actions du C.P.A.C. (en document).

Le C.P.A.C. appelle aussi pendant la réunion à la manifestation Marais-Barbès, en expliquant la conjoncture et la nécessité de se mobiliser contre l'attentat de la rue Copernic. Ceci révèle l'existence d'un courant anti-sémite chez les jeunes, à travers les points suivants: les juifs n'habitent pas nos cités, mais les Champs Élysées; on ne peut s'occuper de tous les racismes: le racisme anti-immigré est le plus important.

Trois femmes décident, elles, de venir à la manifestation.

Quinze jours après, deuxième réunion: dix-sept personnes: 8 jeunes, 7 femmes, 2 hommes. Bilan de la manifestation. Lecture et discussion d'un tract du C.P.A.C.: lettre ouverte à l'Amicale plus propositions du C.P.A.C. Plan pour retirer les plaintes (suite).

Trois femmes sont venues à la manifestation. Elles expliquent (avec un homme) l'importance de combattre le racisme: « nous sommes le petit noyau qui doit grossir »; début de division chez les jeunes: ceux qui sont là pour les plaintes uniquement, ceux qui posent des questions. Mise en place d'équipes de travail de masse (supermarchés, école, A.N.P.E.).

L'attaque d'un foyer par le commando P.C.F.

C'est après cette réunion que se situe l'attentat au bulldozer contre le foyer des Fusillés où ont été relogés 300 maliens.



On a raison d'arracher les affiches odieuses du P.C.F.

DOCUMENT : «Lettre ouverte du C.P.A.C. à l'Amicale des Locataires de la cité Balzac.

Le 25 Octobre dernier, vous avez informé par lettre une dizaine de familles de la Cité Balzac, TOUTES IMMIGRÉES, qu'elles faisaient l'objet d'une plainte déposée auprès de l'OPH LM pour les motifs suivants: aboiements de chiens, bruits de motos, dégradation des immeubles et des ascenseurs, non respect des locaux collectifs et des personnes.

Depuis, l'Amicale des Locataires a fait circuler une pétition dénonçant ces familles comme responsables de la mauvaise situation dans la cité.

Nous sommes absolument contre ces plaintes et cette pétition. Par ces méthodes vous alimentez le climat anti-jeunes, vous favorisez le racisme, vous dressez les locataires les uns contre les autres. Nous sommes décidés à mettre fin à ces pratiques de dénonciation, de mépris et de division.

- VOUS ALIMENTEZ LE CLIMAT ANTI-JEUNES:

Accuser à tort une catégorie, « les jeunes », c'est grave. Les accusations sans preuves contre la « délinquance » des jeunes, on sait ce que cela donne: Kader à Valenton, Abdelkader à Vitry, Claude à Rouen, Mohamed à Marseille, autant de jeunes abattus froidement par la police ou un gardien.

Avec votre pétition vous encouragez les gens qui tirent sur les jeunes et les bavures de la police.

- VOUS FAVORISEZ LE RACISME:

Vos plaintes visent des familles immigrées EXCLUSIVE-
MENT. Vous les rendez responsables de tout ce qui ne va pas; vous voulez obtenir leur expulsion. Comme le P.C.F. et la municipalité, vous voulez répartir les immigrés dans d'autres villes, comme du bétail. En sélectionnant ainsi des locataires, vous agissez comme Stoléro avec ses mesures spéciales de ségrégation et de répression.

C'est clair, cela porte un nom: c'est du racisme.

- VOUS DRESSEZ LES LOCATAIRES LES UNS CONTRE LES AUTRES:

Pour vous, il y a deux catégories de gens:

- les « bons », ceux qui pensent comme vous, qui ont leur carte de l'Amicale, qui sont racistes et pour l'ordre, qui ne se révoltent pas et se tiennent tranquilles avec la mairie P.C.F. pour les garder.

- les « mauvais », les autres, ceux qui sont jeunes ou immigrés, ou trop pauvres ou chômeurs. Pour vous, ceux-là sont en trop, c'est une charge dont il faut se débarrasser.

En fait votre pétition et vos plaintes montrent bien votre objectif: une cité divisée, des locataires désunis, des gens impuissants qui remettent leur sort dans vos mains et celles du P.C.F.

Nous disons: IL Y A UN SEUL PEUPLE EN FRANCE.

Ce peuple est composé aujourd'hui de français et d'immigrés, d'ouvriers, d'employés et de chômeurs, d'hommes et de femmes, de jeunes et de plus âgés... Nous refusons la logique de concurrence et de division que la crise a déjà trop développée.

Nous appelons tous ceux qui veulent travailler à l'unité du peuple à construire avec nous une autre politique.

UNE POLITIQUE, BIEN SUR !

Il y a quelques années, certains croyaient pouvoir s'en sortir en vivant des miettes distribuées par les uns ou les autres, en se faisant assister. Cela ne marche plus avec la crise. Alors maintenant beaucoup pensent se faufiler à travers la crise par la combine: c'est une façon de se défendre, mais sans avenir.

Le seul avenir, c'est une autre politique: être indigné par les plaintes de l'Amicale ou révolté par la campagne raciste du P.C.F. ne suffit pas. Giscard, l'Amicale, le P.C.F. ont tous des politiques (anti-populaires). Il faut leur opposer une autre politique, c'est-à-dire un autre projet, un autre camp. Ce n'est pas compliqué, mais le 1er pas est à faire pour s'engager.

CE QUE PROPOSE LE COMITÉ POPULAIRE (CPAC):

A PROPOS DES JEUNES: nous proposons de

a -prendre position contre les attaques injustifiées dont les jeunes sont l'objet.

-faire taire les ragots anti-jeunes; s'il y a des méfaits, s'en tenir à l'exacte vérité.

-résoudre par la discussion les contradictions entre jeunes et autres habitants de la cité. Exemple: voici un mois, non loin d'ici des gens se sont opposés à ce qu'un jeune de 12 ans qui avait tenté de voler un portefeuille soit livré à la police. C'est une bonne chose; il vaut mieux demander à un jeune de s'expliquer sur son geste et combattre chez lui l'idée de la combine contre quelqu'un du peuple, que de s'en débarrasser dans un panier à salade !

A PROPOS DES IMMIGRÉS, nous proposons de:

-défendre l'égalité des droits entre français et immigrés contre les projets racistes de la municipalité.

-pour le logement: les listes de logements disponibles doivent être publiées et l'attribution se faire dans l'ordre des demandes.

-à l'école: il faut bloquer avec les parents et les instituteurs les projets de ségrégation de la mairie.

-riposter dans la rue à chaque attentat raciste. La manifestation du Samedi 13 Décembre du Marais à Barbès a montré le chemin.

CONSTRUIRE D'AUTRES RAPPORTS ENTRE GENS DES CITÉS:

Il faut résoudre par la discussion à l'amiable les contradictions entre locataires. Comment y arriver ?

D'abord éclaircir d'où viennent les divisions: la méfiance vis à vis des jeunes, pourquoi certains français sont racistes...

Sur tout cela nous devons réfléchir et comprendre. Nous voulons en débattre avec vous. Ensuite, prenons en main nous-mêmes des choses simples: obtenir le retrait des plaintes de l'Amicale, empêcher une expulsion, ne pas tolérer des réflexions racistes.

Voilà la politique nouvelle, positive que le Comité Populaire (C.P.A.C.) vous propose de construire avec lui.
(tract distribué par le C.P.A.C. à Ivry-Vitry)



Le 14 février 81, le C.P.A.C. et des habitants de Vitry ont organisé un rassemblement pour poser une plaque à l'endroit même où un gardien de cité raciste a tué Kader il y a un an. Devant une soixantaine de personnes, la mère de Kader parle au mégaphone: «Pour moi c'est fini, car mon fils est mort, mais ayez courage pour que de telles choses ne se reproduisent plus» (Photo ci-dessus).

A ce moment-là, le C.P.A.C. est absent. La première réaction des gens proches du C.P.A.C. est d'aller à une réunion unitaire avec les organisations qui proposent un rassemblement (trotskystes, PSU, PCML...) qui proposent un rassemblement. C'est grâce à eux que ces organisations ne s'engageront pas dans la voie de demander, comme le P.C.F., le relogement à Saint-Maur !

L'U.C.F.M.L. appelle à manifester (Cf ML précédent) et à renforcer le C.P.A.C. face à la politique raciste du P.C.F.

Une réunion se tient le samedi après-midi - après la manifestation (où sont venus presque tous les gens des cités mobilisés par les plaintes). Les 3 femmes et l'homme présents parlent des nouveaux cas d'expulsions qui menacent sur la cité. Il est décidé de refaire le texte de la première pétition, pour bien indiquer AU NOM DE QUOI, de quelle conception des rapports dans le peuple, les gens s'opposent aux expulsions, à TOUTE expulsion hors d'un logement, quel qu'en soit le motif.

Ceci inclue une prise de position sur le droit des ouvriers maliens du foyer des Fusillés à décider eux-mêmes où ils veulent se loger. Décision est prise de se mettre d'accord avec tout le monde dans la réunion du vendredi suivant.

Au cours de la semaine, toute une mobilisation spontanée se fait dans les cités pour arracher les affiches du P.C.F. qui appellent à la manifestation raciste du 10 Janvier à Vitry, pour appuyer le maire. Des jeunes et des gens s'organisent pour le faire systématiquement au cours de la nuit.

Du coup, le vendredi, une quarantaine de personnes sont à la réunion, dont plus de la moitié de jeunes. Réunion difficile, où tous les courants sont représentés, et que le C.P.A.C. et les personnes unifiées le samedi précédent ont

du mal à diriger. Le débat est lancé par une femme sur le thème du P.C.F. «qu'il y a trop d'immigrés, et pas de travail». Depuis le commando, le P.C.F. axe sa campagne sur l'arrêt de l'immigration, cause du chômage. Pour la femme qui intervient sur ce point, c'est une raison pour ne pas appuyer les ouvriers du foyer des Fusillés.

Un jeune de «rock against police» apporte de l'eau à ce courant, en disant que les ouvriers célibataires et les familles, cela n'a rien à voir, qu'il ne faut s'occuper que des familles, puis en proclamant qu'il faut aller contre le P.C.F. dans sa manifestation du lendemain !

Suit une discussion confuse sur que faire par rapport à la manifestation du lendemain, «rock against police» essayant de dissuader, en particulier les jeunes, de l'intérêt d'une contre-campagne, de l'intérêt de riposter en déchirant les affiches, etc...

Au terme de cette réunion, une dizaine de gens se regroupent avec le C.P.A.C., qui propose d'en tirer le bilan sur la nécessité de renforcer le C.P.A.C., et l'unité politique sur que faire face au P.C.F. Une réunion restreinte se tient ensuite avec eux, où leur accord est donné sur le P.C.F., et pour être du C.P.A.C.

L'étape actuelle est au renforcement de cette unité encore verbale dans la prise en main en commun du travail (affiche et tract sur les expulsions) contre les plaintes, dans les 3 cités.

Les problèmes qu'on pose au C.P.A.C. sont ceux des pratiques diversifiées d'unification qu'il va proposer. Le débat est en cours là-dessus. C'est la question du contenu et des pratiques des C.P.A.C.s de la nouvelle période ouverte par les 4 orientations de travail des C.P.A.C. (jeunes chômeurs, santé, école): construire une politique cohérente à partir d'affaires et de mobilisations ponctuelles qui sont la réalité de départ rencontrée par les C.P.A.C.s, mais qui ne soit pas suspendue à ces affaires, qui ne soit pas seulement l'accompagnement d'une suite d'effervescence.

" KASHER ET NON-KASHER " A VITRY

Le 17 Janvier, un regroupement informel de jeunes juifs (principalement) qui se nomme «Casher ou pas», appelait dans «Libération» à faire à Vitry un «mur de la démocratie».

Initiative spontanée de juste révolte - floue - contre tous les racismes.

Un camarade immigré des C.P.A.C.s, présent, raconte.

Ils étaient au moins 30 personnes, sans tract ni affiche explicatifs du regroupement.

J'ai donné la lettre ouverte du C.P.A.C. en leur expliquant ce que nous on fait dans la région, et en les interpellant sur ce que, eux, veulent ou pensent tirer de la situation. Leurs réponses là-dessus étaient qu'ils ne sont pas une organisation, mais un regroupement de jeunes se définissant comme des gens de Libé. Leur pensée est qu'il peut y avoir des rassemblements spontanés de gens. Pour ça ils se réfèrent à l'après-Copernic, où ils ont fait quelque chose à la fontaine des Innocents, où paraît-il il y a beaucoup de gens qui sont venus et qu'il y a eut des débats.

Les discussions avec eux sur la lettre ouverte et notre analyse sur le P.C.F. se sont terminées par leur ignorance politique sur la situation réelle et leur méconnaissance de la région. La preuve d'après eux-mêmes est qu'ils ont appelé un regroupement à 15 h à un moment où la place est vide. Ils m'ont demandé alors de leur indiquer un lieu où ils peuvent parler, au moins au bigo.

Je leur ai répondu: là où se passent des choses, par exemple à Balzac.

Ils m'ont dit de leur indiquer le chemin pour y aller en voiture. Finalement j'ai pris la voiture avec eux et les autres nous ont suivis.

Lorsqu'on est arrivé à Balzac je les ai installés devant le Corsaire. Là, c'était la mascarade: ils ne savent plus quoi faire. Ils reviennent me voir pour que je leur dise ce qu'il faut parler au bigo.

Finalement, j'ai préparé un petit papier avec eux qui dit: «nous sommes des jeunes juifs et non-juifs, nous sommes venus ici parce que nous sommes contre toute forme de racisme et qu'ici, après Copernic, le P.C.F. a envoyé 50 personnes en commando au foyer des maliens, et ici à Balzac, l'Amicale du P.C.F fait des plaintes contre des familles immigrées. Faisons l'unité du peuple contre tous les racistes».

Mais en cours de route, ils ont enlevé la question des juifs et l'unité du peuple. Et ils ne parlent plus que c'est la classe ouvrière qui est attaquée. Dans tous les panneaux qu'ils ont écrit sur place, les thèmes sont: les immigrés sont colonisés chez eux par la France et ils sont venus travailler en France pour survivre. Le P.C.F. les attaque».

Pour eux, les gens ne comprennent pas encore la question des juifs ni le mot peuple.

Dans un deuxième temps, ils ont décidé de lire le

tract du C.P.A.C. au bigo.

Pourquoi tout cela et qu'est-ce que cela montre: ils étaient dans la problématique du devenir des gens qui sont contre ou qui quittent le P.C.F.

Pour eux donc c'est en parlant de cette manière là que ces gens peuvent se retrouver. En opposition à leur conception, je leur ai parlé de la politique du C.P.A.C. Que nos discussions avec les gens se portent sur la question de la politique du peuple: aujourd'hui l'anti-racisme et être pour l'unité de tous les anti-racistes.

Reconnaître que la France est composée de toutes les nationalités.

Respect de chaque identité dans cette politique en leur disant que les gens comprennent cela et qu'ils viennent au C.P.A.C. parce que c'est une politique de classe où les gens se retrouvent.

Là, ils sont revenus sur les mêmes idées de ce que eux ne sont pas organisés. Mais cette fois-ci différemment: en disant que eux-mêmes sont dans cette problématique. 2 d'entre eux m'ont demandé comment rentrer au C.P.A.C. J'ai répondu qu'on n'a pas besoin de carte. Mais que ça se fait par unification sur principalement être quelqu'un des points que j'ai soulevé et d'autres qui sont dans la feuille des C.P.A.Cs.

Leur réponse est qu'il est dur pour eux d'être des gens de cette politique en tenant compte de leur vie Libé. Mais qu'ils veulent avoir des discussions avec nous et qu'ils veulent rester ouverts à d'autres organisations. Sur ce, leur chef a interrompu les discussions pour me dire que lui il avait été à la G.P. Et que ce qu'ils voulaient faire, c'est un peu comme à l'époque de la G.P., faire des choses spontanées contre les racistes et les fascistes. Mais que son sentiment d'aujourd'hui montre que sans une organisation, il est difficile de faire quelque chose dans les situations comme celle de Vitry.

Et il m'a donné le téléphone du groupe pour que je les appelle pour savoir le jour de leur réunion parcequ'ils veulent mon point de vue sur le bilan du Samedi. Et si au cas où il se passe quelque chose à Vitry que nous, nous avons besoin de forces eux ils peuvent venir.

Je suis parti, il était 17 h30 parce que je ne suis pas arrivé à continuer les discussions avec les 2 intéressants. Et ils étaient toujours devant le Corsaire.

Un camarade immigré des C.P.A.Cs

14 REGLES DE TRAVAIL COMMUNISTE DANS LES USINES POUR L'EDIFICATION DES NOYAUX OUVRIERS COMMUNISTES

Nous pouvons périodiser notre travail et en dégager des règles de travail communiste d'usine: 4 périodes, 14 règles de travail.

1) DEPUIS LE DÉBUT DE L'ORGANISATION dans notre région, nous avons fait du travail communiste d'usine sans interruption depuis 1973. Chez nous, il y a beaucoup d'usi-

nes d'ouvriers français, les ouvriers immigrés sont dispersés et dans de petites boîtes de bâtiment-travaux-publics.

Notre premier groupe ouvrier, «la base ouvrière», constitué à l'usine 1 en 1973, après avoir fait débrayer toute l'usine, est laminé en 1974 par les sociaux-fascistes en collusion avec la direction.

Après, nous cherchons ici et là, nous allons dans les usines dès qu'il y a quelque chose pour créer un noyau, dont la ligne est fixée en 74, nous cherchons à l'appliquer par propagande et enquête aux portes d'usines.

1ère REGLE DE TRAVAIL: Pour faire un Noyau, il faut un travail communiste d'usine régulier; il faut tenir le terrain; aller voir partout ce qu'il se passe.

II) EN 1976, nous unifions des camarades établis de longue date. Ils mènent une grève dans une usine d'O.S. femmes. En même temps, nous sommes en discussion avec un ancien sympathisant qui fait le bilan de son expérience et qui mène des débats et des petits combats dans son atelier. De la réunion de ces camarades va sortir le Noyau. Pendant un an, le travail principal sera l'unification et aussi l'ancrage dans des combats d'usines localisés dans les usines où sont les camarades.

2ème REGLE DE TRAVAIL: Il y a Noyau lorsqu'on est capable d'avancer de façon interne dans les combats de classe.

3ème REGLE DE TRAVAIL: Les seules unifications solides au Noyau ont pour base la philosophie, le matérialisme dialectique, la question d'avoir raison qui, seule, donne la force dans les situations d'usines extrêmement difficiles où on prend coup sur coup des patrons et du P.C.F. Tous ceux qui ont été unifiés au Noyau sur la base d'autre chose n'ont pas tenu.

4ème REGLE DE TRAVAIL: L'unification doit être totale sur la C.F.D.T., sinon l'idéalisme ressort sur le thème: «on ne peut rien faire, on ne peut rien tirer des ouvriers».

III) EN 1977, nous publions notre «PREMIER APPEL AUX OUVRIERS ET EMPLOYÉS DE CHALON» (Cf ML 23) Pendant cette période, nous menons des batailles dans ces usines et nous subissons de sérieux coups: exterminés dans une usine, très affaiblis dans une autre. A cette époque, nous avons reporté l'essentiel de notre travail sur une grosse usine et nous sommes aussi intervenus dans un foyer d'immigrés ou l'U.C.F.M.L. intervient depuis toujours.

5ème REGLE DE TRAVAIL: Un Noyau doit faire connaître son existence aux masses. On ne peut pas renvoyer les ouvriers à des organisations imaginaires.

6ème REGLE DE TRAVAIL: Un ouvrier du Noyau doit montrer l'exemple de la résistance, de la dignité ouvrière. C'est un combattant de classe et pas simplement un idéologue.

7ème REGLE DE TRAVAIL: Pour organiser des

ouvriers dans l'usine, il faut un Noyau

8ème REGLE DE TRAVAIL: Avec les ouvriers immigrés, il faut faire du travail sur la question de leur pays, sinon l'unification n'est pas solide.

IV) 1978-1980: la situation évolue dans les usines après l'échec de l'Union de la gauche. Nous sommes dans plusieurs phénomènes de grève de l'intérieur et de l'extérieur.

Nous décidons de faire la CHARTE. Nous avons expliqué dans le ML No 39 ce long processus de bilan et d'enquête. Cette charte, c'est la politique de parti dans la classe et non pas le programme de l'U.C.F.M.L. pour les ouvriers, ni des recettes d'agitation. C'est ce qui systématise notre travail de plusieurs années. C'est aussi la période où nous engageons LA BATAILLE CONTRE LES LICENCIEMENTS A CREUSOT-LOIRE.

9ème REGLE DE TRAVAIL: Il faut tenir le terrain des situations concrètes auxquelles sont confrontées les masses. Sinon, de quoi on parle? De quel parti on serait?

10ème REGLE DE TRAVAIL: Le Noyau doit affirmer son identité dans les combats ouvriers. Il faut essayer, sur la base de l'enquête, de formuler des propositions du moment et surtout se donner les moyens de faire prendre position aux masses dessus (prise de parole, A.G., vote, etc...). Important pour le bilan d'une grève.

11ème REGLE DE TRAVAIL. Le Noyau doit faire preuve dans son travail politique d'une grande clairvoyance: d'où l'importance de l'analyse marxiste. Il faut expliquer sous forme claire et argumentée ce qui va se passer avec des objectifs politiques à long terme: «Déjouer les manoeuvres patronales», «Le processus de restructuration»...

Maintenant, après notre engagement contre les licenciements, avec nos interventions sur plusieurs usines, nous ajouterons 3 autres points.

12ème REGLE DE TRAVAIL: Le Noyau doit lancer des directives concrètes au bon moment. Même si on est ultra-minoritaire, il faut oser. C'est très important pour la suite des opérations.

13ème REGLE DE TRAVAIL: Il faut engager un vaste travail d'éducation marxiste de masse. Les ouvriers sont soit ignorants, soit ont un système de références totalement impérialiste. Les questions les plus urgentes semblent être: le communisme? la révolution? Le changement de notre signature de Noyau ouvrier maoïste en Noyau ouvrier communiste, qui n'est pas passé inaperçu montre qu'il y a de très réelles possibilités de débat sur ces points.

14ème REGLE DE TRAVAIL: Le Noyau ne peut exister sans un courant de masse autour: gens qui discutent, qui viennent voir le Noyau pour telle ou telle question. Il faut établir un système de relation avec eux, à commencer par un dialogue.

INTERNATIONALISME

SUR LES PROCES DE PEKIN

La voie de Teng Siao Ping: une imitation servile des moeurs impérialistes. (Ici exposition de matériel Japonais dont le prix est hors de portée des masses).



L'échec de la Révolution Culturelle est évidemment le biais par lequel entrer dans l'évaluation de la situation en Chine aujourd'hui.

Cette situation ne nous intéresse que secondairement. La politique chinoise n'a pas aujourd'hui de valeur universelle. La Chine est provisoirement rentrée en elle-même, et comme nous n'avons jamais été ni des pro-chinois, ni des anti-chinois, cette Chine chinoise n'est pour nous qu'une province parmi d'autres des affrontements planétaires.

Elle nous intéresse cependant en ce que, de toute évidence, la lutte de classe s'y poursuit, y compris au sein du Parti. Que le Parti reflète la lutte de classe est une conviction lointaine de Mao. Il disait que sans la lutte entre les deux voies, la vie du Parti prendrait fin. A cet égard, Deng Xiao Ping ne dispose pas encore du Parti mort qu'il souhaite, le fameux parti qui ne serait plus celui de la lutte de classes, mais celui exclusivement de la stabilité et de l'unité, le parti ossifié des nouveaux bourgeois bureaucrates.

Deng ne dispose pas non plus des masses atomisées et asservies qu'exige la nouvelle bourgeoisie bureaucratique. Des révoltes, de droite comme de gauche, secouent encore les étudiants, les ouvriers et les paysans. L'Armée, ébranlée de longue date d'abord par le bilan de la guerre de Corée et la chute de Peng Teh Huai ensuite par son engagement dans la Révolution Culturelle, enfin par l'affaire Lin Piao, ne paraît pas unifiée derrière le projet de contre-révolution générale que les revanchards de la Révolution Culturelle mettent en avant.

Ce n'est pas en vain que les statuts du P.C.C. votés en 1973 précisent que «une révolution comme la Grande Révolution Culturelle Proletarienne devra être menée à de nombreuses reprises dans l'avenir». Récemment, la presse officielle elle-même faisait état de tendances dites gauchistes, qui affirmaient la nécessité d'une deuxième Révolution Culturelle.

Ayons confiance ! Les temps d'impasse et d'obscurité s'oublient d'un seul coup quand les masses se lèvent. Cela vaut aussi pour la situation de crise chez nous. L'important est de tenir le fil d'une politique.

Ceci étant, il est incontestable que la direction du Parti et de l'Etat sont, en Chine, aux mains de gens qui entendent revenir systématiquement sur tout ce qui a été fait et projeté dans la période précédente.

Jusqu'en 1978, deux ans après la mort de Mao Tsé Toung, certaines références essentielles ont été maintenues. Un équilibre politique précaire rassemblait des gens qui avaient tourné leur veste, comme Hua Kouo Feng, et des droitiers de longue date, comme Deng Xiao Ping. Depuis, tout s'est accéléré dans le sens de la contre-révolution.

En 1976, après le coup d'Etat soldé par l'arrestation des Quatre, nous avons formulé 5 critères principaux pour évaluer le devenir politique de la Chine. Ils portaient sur l'appréciation de la G.R.C.P., sur la théorie de la nouvelle bourgeoisie, sur le programme d'édification économique, sur la révolutionnarisation de l'enseignement et sur le style de travail des cadres.

La théorie de la nouvelle bourgeoisie, qui touchait au point le plus sensible, a été rejetée dès le 11ème Congrès, dès Aout 1977. Hua Kouo Feng expliquait que l'existence des responsables engagés dans la voie capitaliste ne voulait pas du tout dire qu'il existait une bourgeoisie dans le Parti. Ces responsables, disait-il, n'étaient qu'une poignée, et il suffisait qu'ils soient «dénoncés et expulsés du Parti les uns après les autres».

Ainsi revenait-on à la doctrine du monolithisme et de l'épuration. Ainsi perdait-on tout moyen marxiste de penser la lutte des classes contre la nouvelle bourgeoisie dans l'espace des contradictions qu'engendre le Parti-Etat.

Le programme d'édification économique s'est orienté très tôt vers une véritable apologie des méthodes de direction capitalistes, l'omnipotence des directeurs, l'importation forcée de technologie étrangère. Mais cette voie a engendré un désordre extrême, et la situation reste instable, avec une inflation qui approche 20% et des développements catastrophiques à la campagne. Jugée sur son principal ressort démagogique, la promesse d'une modernisation rapide, la ligne de Deng Xiao Ping n'a rien tenu, et elle est attaquée de toutes parts.

T.S.V.P. .../...

La contre-révolution dans l'enseignement a été menée avec vigueur. L'élitisme et la sélection à outrance sont prônés partout. Toutefois, il a été impossible de revenir d'un seul coup sur la présence de dizaines de milliers de jeunes à la campagne. Coupée de toute justification idéologique et politique, cette présence est vécue désormais comme une déportation injuste qui suscite de grandes révoltes. C'est un lieu d'affrontement et de désordre.

Le style de travail des cadres ne fait plus l'objet d'aucune campagne significative. Il y a eu élargissement relatif des privilèges; l'obligation du travail manuel collectif - qui avait une fonction de propagande communiste - est dénoncé comme une perte de temps et de rentabilité.

Mais le plus saisissant est sans doute l'évolution du jugement officiel sur la Révolution Culturelle elle-même. Considérée encore en Aout 1977 comme une révolution politique prolétarienne, elle est devenue au fil des ans une «catastrophe», une «folie»; dix ans d'histoire de la Chine, sous le signe de l'affrontement entre communisme et capitalisme, sont versées avec cynisme à la rubrique du chaos et du non-sens !

Cette méthode même relève de l'obscurantisme contre-révolutionnaire. Elle s'apparente à la logique du P.C.F. qui appelle «anti-racisme» ses actions de commando contre des foyers, ou «aide socialiste» l'invasion de l'Afghanistan. Qui peut croire au non-être et à l'absurdité de dix ans de luttes politiques acharnées ? Faire passer une nouveauté complexe pour une folie est bien un tour de nouveau bourgeois !

Entendons-nous ! Nous ne disons pas, et nous n'avons jamais dit, que la Révolution Culturelle avait été une bergerie. Précisément parce que le principe d'unité politique du peuple, le Parti, se trouvait attaqué et partiellement dissous, il y a eu une situation extraordinairement embrouillée. Le processus d'auto-organisation des masses, sur des bases politiques différentes, a donné lieu au surgissement de milliers de groupes, certains armés, d'autres ouvertement contre-révolutionnaires, d'autres dont les objectifs étaient purement locaux. Il y a eu de grandes violences, des sectaires, des retournements brutaux de situation, des répressions étendues.

Ce n'est pas le pouvoir central qui a déchaîné les affrontements. Il les a reconnus et critiqués, il a lancé d'innombrables appels à la discussion avec faits à l'appui, à l'unification sur l'essentiel, à la Grande Alliance. En vérité, les duretés de la révolution ont été majoritairement celles de l'anarchie, et non pas celles de la bureaucratie. Il y a eu expérimentation du terrorisme potentiel de la démocratie de masse, quand la politique de parti, qui en est le régulateur dialectique, est exagérément affaiblie. Déjà, lors de la Réforme Agraire, c'est le Parti qui avait du freiner la volonté de vengeance des villageois. L'Armée a joué pendant le G.R.C.P., avec un parti défaillant, le rôle de point fixe. Cela a favorisé les conceptions idéologiques rigides et l'autoritarisme extrémiste de Lin Piao.

Les violences de la Révolution Culturelle rappellent pour une part qu'il s'agit d'une révolution, d'un gigantesque affrontement civil sur la question du communisme, et non d'un mouvement mené à la baguette par Mao et les autres dirigeants. Pour une autre part, elles nous ramènent à la question du parti comme point nodal du bilan de l'expérience.

Mais de tout cela, rien dans la prose des officiels Chinois.

Ou plutôt, rien d'autre qu'un procès de Pékin fait de ragôts, de délation, et de mise en scène obscure.

Un procès qui, dans sa forme même, prétend ramener l'Histoire et la politique au cadre misérable de la chasse aux sorcières. Quelle hypocrisie, là où on cite des adversaires politiques vaincus au terme d'une épreuve de 10 ans, que de faire comme si on s'offusquait qu'une dirigeante ait été actrice, ou un autre écrivain ! Et comme si tout cela relevait d'un code pénal forgé pour la circonstance.

Cela nous rappelle directement la façon dont les brutes du P.C.F., incapables d'aligner deux phrases de politique, traitent les militants maoïstes, et spécialement les militantes, aux portes des usines. C'est bien là le monde, et les gens, dont nous ne voulons à aucun prix ! C'est bien la justification rétroactive de la révolte de l'été 1966 en Chine, comme de la révolte anti-révissionniste spontanée de Mai 1968 en France !

A bas le social-fascisme ! Vive la révolution !

Nous ne prenons pas tout ce que racontent les actuels dirigeants chinois pour argent comptant. En Chine tout spécialement, entre une campagne idéologique sur une politique et la réalité de cette politique, il y a souvent une grande marge. Dans quelle mesure la société chinoise réelle a-t-elle été transformée en profondeur par la ligne sur laquelle Deng Xiao Ping fait propagande ? Quelle est la réalité de ce dont il se plaint lui-même, les inerties, les oppositions, l'héritage dit «gauchiste» ? Quelle est la stabilité de l'équipe au pouvoir, où et comment a-t-il été créé de l'irréversible ?

Un jugement objectif là-dessus n'est pas encore possible. Pour dire qu'un PAYS est globalement devenu un pays révissionniste, social-fasciste et social-impérialiste, il faut des faits massifs, tangibles, dont la possibilité même atteste que les équilibres antérieurs anciens ont été rompus.

Après tout, des lignes droitières ont déjà prédominé en Chine sur des temps relativement longs, en particulier au moment du repli, après le bond en avant.

Mais ce qui est sûr, c'est que la ligne SUBJECTIVE va dans le sens de la contre-révolution ouverte. Du vivant de Mao, les périodes de stabilisation ou de repli étaient désignées comme telles. L'idée communiste était maintenue pour l'avenir. Cette fois, on rejette quasiment les 20 dernières années dans les ténèbres et l'illusion, on annonce une autre voie, qualitativement différente.

Il y a là un principe de rupture, qui nous fait dire ceci: la Chine est aujourd'hui dominée par une contre-révolution idéologique. Comme toute autre, cette contre-révolution idéologique prépare l'opinion à une contre-révolution politique, dont on essaie de jeter les bases point par point. Les rapports de force décideront.

Ce qui à nos yeux tranche, relève des faits. Pour l'U.R.S.S., c'est l'activité impérialiste dans le monde qui montre que, globalement, la contre-révolution social-fasciste l'a emporté à l'intérieur. Brejnev, Castro ou Pham Van Dong sont démontés et démontés par la Tchécoslovaquie, l'Angola, le Cambodge et l'Afghanistan. La forme contemporaine de l'activité politique bourgeoise, c'est l'impérialisme. Là est le jugement de l'Histoire.

La Chine n'est pas à ce jour un pays impérialiste. Les conditions de son intervention au Vietnam, que nous avons fermement condamnée, montre que les tentations de la politique de puissance y sont déjà à l'oeuvre. Mais le débat intérieur sur cette intervention a été, semble-t-il, et est toujours, très aigu. Le fait est que la Chine a retiré toutes ses troupes, et n'a, à ce jour, ni soldats, ni capitaux rentables hors de ses frontières.

Nous verrons bien. La tâche du moment est de combattre sans concession la contre-révolution idéologique en cours, donc de défendre la Révolution Culturelle et le maoïsme. Le reste relève de l'Histoire objective.

C'est dans le cadre de cette lutte que nous dénonçons radicalement les procès de Pékin, que nous soutenons ses victimes.

Les Quatre, quoi qu'on pense de leur politique, sont des camarades du mouvement communiste en Chine. Ils ont voulu être de cette vaste tentative commencée dès 1957, qui a connu des hauts et des bas, et qui a trouvé sa forme révolutionnaire de masse dans la Révolution Culturelle.

Leur défaite nous interroge. Ils n'ont à l'évidence pas eu les moyens politiques de stabiliser les acquis immédiats de la Révolution Culturelle. Qu'il y ait là un jugement



Pendant la Révolution Culturelle: méthode des débats, de l'affichage de «dazibao»...

matérialiste sur les erreurs, ou les errances, c'est la loi des choses. Ils ont peut-être été des dirigeants communistes inappropriés à la question marxiste nouvelle qui leur était posée: celle d'un parti qui soit à la fois, parce que révolutionnaire, de l'Etat, et, parce que communiste, au-delà de l'Etat. Ils ont ainsi échoué sur les interrogations dont le centre est la notion de DICTATURE DU PROLETARIAT. Notion qui, sur son versant dictature, renvoie à l'Etat, et sur son versant prolétarien, à la politique communiste.

Auraient-ils été de faibles dirigeants marxistes, que nous nous en réclamerions cependant, parce que nous nous réclamons de la subjectivité communiste contre les nouveaux bourgeois de Pékin. Les dirigeants de la Commune de Paris étaient de très faibles dirigeants révolutionnaires. Marx le savait. Mais c'est aussi d'eux, comme de tout le Paris ouvrier, qu'il déclare qu'ils «seront célébrés à jamais comme les glorieux fourriers d'une société nouvelle», et que pour ce qui est de «leurs exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, dont toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les libérer».

Le courage, violent et clair, de Chiang Ching, le silence stoïcien de Chang Chung Chiao, ont cloué Deng Xiao Ping et ses juges aux ordres sur le pilori de l'histoire. Toutes les prières des faux marxistes du monde, toutes les calomnies des renégats du maoïsme, ne pourront les en libérer.

Quant à nous, nous existons et nous poursuivons, ici et maintenant, l'oeuvre communiste, avec pour axe le parti de type nouveau, avec pour pensée le maoïsme, marxisme actif d'aujourd'hui.

A bas les nouveaux bourgeois de Pékin !

Libération immédiate de Chiang Ching, de Chang Chung Chiao, de tous les communistes emprisonnés, de tous ceux qui firent la Révolution Culturelle !

Vive la Révolution Culturelle, révolution communiste de notre temps !

Déployons tous les aspects et toute la force de la politique maoïste !

Sur le rassemblement du M.L.F pour Jiang Qing

Jiang Qing, les femmes: elle a suivi une politique pour se sortir de l'oppression. Elle se tient sur le fil (encore court, mais solide) de nos questions, de notre travail sur nous-mêmes. C'est une femme, qui a été dirigeante dans la grande révolution de notre temps, la GRCP en Chine. Elle

est condamnée aujourd'hui pour cela.

Jiang Qing vivante a payé de sa personne pour que le socialisme où se continue, sous dictature du prolétariat, la lutte de classes, fasse un pas de plus vers le communisme.

T.S.V.P. .../...

Elle s'est inscrite (tête, corps, pieds et mains) dans cette étape nouvelle de la lutte de classes, nouvelle par ce qu'elle demande, d'invention, d'organisation et de confiance dans les masses, pour détruire la nouvelle bourgeoisie, issue des contradictions du socialisme et qui situe aussi ses quartiers généraux dans le Parti.

Jiang Qing s'est faite là-dedans, et c'est de cette femme qu'il est question et non de la Femme alignée sur Eve comme le criaient certaines femmes du MLF dans le rassemblement: «Depuis Adam et Eve, à eux le positif, à nous le négatif, c'est la faute à Jiang Qing, c'est la faute à Eve».

Mais Jiang Qing ne témoigne pas principalement des effets sur les femmes du patriarcat, du fascisme, de la politique bourgeoise libérale ou social-fasciste. Elle est essentiellement le témoin des femmes qui se sont faites dans la dernière nouveauté historique de la Révolution.

En ce sens, c'est une femme nouvelle. Voilà bien ce sur quoi le MLF ne veut pas prendre position, même s'il appelle à descendre dans la rue pour Jiang Qing. On a pu en mesurer les résultats Samedi 17 Janvier.

Nous étions à peine 200. Que Jiang Qing soit une femme ne suffit plus à mobiliser celles qui le 6 Octobre 80 réclamaient au parlement le droit libre et gratuit pour leur corps, pour avorter. Jiang Qing, femme politique, interpelle les autres femmes non dans la vibration de leurs corps face à sa (la) mort, mais dans leur histoire. Elle nous dit: que faites-vous vous-mêmes dans l'affrontement qui se déploie entre la Révolution et la contre-révolution dans le monde.

Jiang Qing ne se laisse pas prendre aux filets percés de la «féminité». Du coup, Samedi, le MLF n'était pas avec Jiang Qing, mais avec le spectre de sa mort. (Des ex-GPistes étaient avec Jiang Qing mais pas avec elles-mêmes).

Certaines criaient «contre la peur de mort et la misogynie». La peur de la mort pour ces femmes, vient obscurcir l'engagement nécessaire des femmes, pour qu'elles deviennent une force historique.

Certaines du MLF disaient: «Ils' attaquent Jiang Qing dans son corps, c'est insupportable». Elles se raccrochent au corps de Jiang Qing, car en fait, un corps mort, ce n'est plus discutable.

Mais Jiang Qing est plus que jamais vivante. Elle appelle discussion justement sur ce que ce corps concentre de prolongements historiques et de nouveautés contradictoires.

«Sauver Jiang Qing», c'est les autres qui le feront, pensaient sans doute les femmes du MLF puisqu'elles criaient: «Sauver(z) Jiang Qing». Sur ces mots d'ordre s'engage le débat et la vente de nos brochures et journaux. En réalité «sauver(z) Jiang Qing» veut dire ne la tuez pas, point à la ligne.

Quelques femmes venues là pour dire combien elles voyaient dans les accusations proférées contre Jiang Qing l'impudence des nouveaux bourgeois et non celle de cette femme, se mettaient à réaliser l'effet d'un tel mot d'ordre pour Jiang Qing. C'était la prison à vie. Il fallait aller plus loin et pour Jiang Qing et pour nous-mêmes. Car à quoi lui servait-il de vivre. Jiang Qing emprisonnée est une femme plantée entre ce qu'elle a produit et ce que peut continuer à inventer les autres, dans le chemin tortueux qu'elle a emprunté.

Alors, Jiang Qing, cela peut être nous ? !! «Elle a dirigé la Révolution. Vive Jiang Qing. Sauvons-là !».

Au cours du rassemblement, Jiang Qing changeait de terrain symbolique. Ce n'était plus Eve, c'était la Révolution.

Rendons à Eve ce qui est à Eve. Elle a permis que toutes les femmes présentes manifestent leur solidarité à Jiang Qing. Qu'elles débattent entre elles de cette femme et cherchent à comprendre ce que veut dire pour elles-mêmes d'être pour Jiang Qing et non seulement contre sa mort.

Une camarade présente au rassemblement

ITALIE: les Brigades Rouges et l'Etat contre les perspectives révolutionnaires

L'opération menée depuis le 12 Décembre 1980 par les Brigades Rouges en Italie a suscité de nombreuses réactions diverses parmi lesquelles sympathie ou admiration n'étaient pas absentes. Sympathie contre le juge d'Urso, odieux personnage ayant un rôle actif dans la répression politique en Italie. Admiration pour le défi réussi lancé à la police.

Pourtant, à ne pas dépasser ces impressions tout juste utiles à apprécier un mauvais western ou «policier» (le bon et le méchant), on oublie l'essentiel: quel sens et quelle efficacité politique cela a-t-il dans la conjoncture italienne ?

CHASSE AUX SORCIERES

Aujourd'hui en Italie a lieu une véritable chasse aux sorcières contre tous ceux qui ont participé aux différents mouvements depuis 1970. Le but du gouvernement, comme des partis, D.C. et P.C.I. en tête, est de régler son compte à 10 ans de luttes, d'anéantir tout ce qui pourrait aller dans le sens de l'autonomie de la politique prolétarienne:

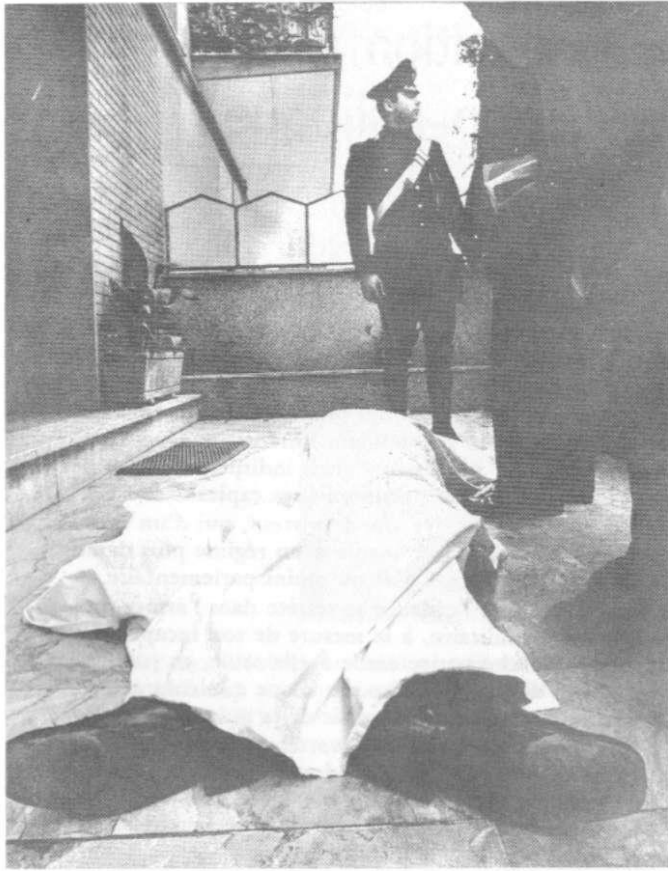
tout ce qui n'entre pas dans le jeu parlementaire doit être criminalisé.

Dans une telle situation, le problème central devient comment résister à une telle entreprise ? Comment trouver la voie politique d'une fracture du terrible consensus impérialiste, qui prend la forme de l'unité pour anéantir les révolutionnaires.

Que le problème des prisonniers politiques, plus de 3000 aujourd'hui, soit central, c'est une évidence. Que la voie choisie par les B.R. soit un terrible fourvoiement, c'est ce dont il faut être convaincu sans complaisance. Pourquoi ? Les B.R. sont certes au coeur du problème lorsqu'ils enlèvent d'Urso, prennent des otages à Trani, assassinent le général Cavaligi.

Mais tant le choix du «terrorisme» que celui de leur interlocuteur privilégié (l'Etat), non seulement conduisent à une impasse (renforcement en définitive du parlementarisme), mais encore constitue un frein à ce que des forces réelles de résistance au projet Etatique voient le jour.

Les B.R. ne sont pas une alternative.



Les B.R. et leur ombre portée: le renforcement de l'État.

L'enlèvement du juge d'Urso a mis la zizanie au sein des forces parlementaires, c'est vrai: fermeté, pas fermeté; négociations, pas négociations; black-out, pas black-out... Les invectives allaient bon train. Mais ces querelles intestines ne sont-elles pas le propre du fonctionnement du système parlementaire ?

Peut-on dire alors que ce qui menaçait l'Etat, ce qui se posait de manière antagonique à lui, c'était l'opération des B.R., ou encore plus précisément est-ce que les B.R. ont frayé la voie à une véritable opposition à la politique Etatique en ce qui concerne les prisonniers politiques ?

SUIVONS LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

- 12 Décembre, enlèvement du juge d'Urso. Communiqué des B.R. exigeant la fermeture des quartiers de haute sécurité faute de quoi ils exécuteront le juge selon la « justice prolétarienne ».

- ETAT: Pertini répond: fermeté. Puis décision de fermer l'Asinara (un des Q.H.).

- B.R.: Une vingtaine de brigadistes prennent en otage des gardiens, selon le projet d'ensemble de leur organisation, et demandent la fermeture des Q.H. et l'abolition de la garde à vue (qui permet de détenir sans jugement).

- ETAT: Intervention violente des carabinieri à Trani puis passage à tabac de tous les détenus (Cf communiqué de ceux qui n'ont pas participé à la révolte). Nombreux blessés, manuscrits déchirés (aujourd'hui, les détenus sont dans des écuries à 10 par étables dans les décombres de la prison, le Q.H. ayant été détruit par l'intervention de la police).

- B.R.: 31 Janvier: assassinat du général de carabinieri Calvaligi en représailles contre l'intervention policière à Trani (oeil pour oeil, dent pour dent).

- ETAT: Tous les détenus de Trani reçoivent un mandat d'inculpation. Ils sont tenus pour co-responsables de l'enlè-

vement d'Urso. On les laisse par ailleurs enfermés durant 2 heures avec les gardiens, lesquels, outre les sévices physiques (10 doigts cassés, côtes fêlées...) détruisent tous les écrits, machines, etc... des prisonniers et tout ce qui leur permettait un lien avec l'extérieur.

- B.R.: Communiqué: d'Urso a été condamné à mort par les B.R. après un procès prolétarien - grâce peut être donnée par les Comités de lutte des prisonniers (B.R.). Ces derniers se disent contre la mort du juge. Négociation Etat/Curcio.

B.R. / ETAT

Pour les B.R. il s'agit d'opposer à la terreur de l'Etat leur propre terreur et qui plus est, qu'elle soit reconnue par l'Etat. Et force nous est faite de voir la symétrie qu'il y a entre l'Etat et eux.

Ne se sont-ils pas, après la parodie de procès qu'ils ont faite à d'Urso, attribués le droit de grâce ? Il ne suffit pas d'ajouter à des pratiques qui sont le propres des sociétés capitalistes le terme de prolétarien pour les transformer. Pour eux, il s'est agi de s'imposer par la force, par le spectacle de la force, voir leurs exigences quant aux médias, comme interlocuteurs. « Leur violence n'est en rien faite des révoltes et insurrections populaires. Ce n'est plus qu'un argument intérieur aux arbitrages du système politique existant ». Incapables de constituer une alternative autonome populaire, ils se constituent en force de négociation.

Hors pour cela il faut bien, faute des masses, qu'ils montent aux extrêmes, qu'ils se situent sur le terrain de la bourgeoisie, en rivalité avec elle et le seul espace qui leur est alors imposé est celui du militaire.

A se constituer comme interlocuteur-cible de l'Etat, ils contribuent à ce que ne vienne jamais sur le devant de la scène le vrai problème: qu'en est-il de la vaste opération répressive de l'Etat contre tous les révolutionnaires. Ceux-là sont mis hors-jeu.

Les B.R. ne font que rendre plus difficile la constitution d'une position réellement combattante permettant de débloquer la situation politique actuelle. Ils la figent dans une guerre de position sans fin. Eux-l'Etat, chacun n'ayant comme objectif que de se renforcer au sens restreint du terme.

Mais si cette logique, lorsqu'il s'agit des B.R., ne touche qu'eux, le renforcement de l'appareil répressif Etatique lui a d'autres points d'application. L'Etat, lui, compte avec, ou plutôt contre, le mouvement de masse.

Ainsi, un des effets catastrophique produit par les B.R., c'est la justification de la répression Etatique contre le mouvement de masse. Le consensus se resserre autour de l'Etat et des « mesures » qu'il prend pour lutter contre le « terrorisme ». Tandis que le mouvement de masse qui ne suit pas le rythme répressif, et n'a aucune raison de le faire, se trouve de plus en plus incapable de dégager le moindre espace qui lui soit propre et de maîtriser ce qui est en train de lui arriver.

A l'extérieur, les masses sont contraintes, au mieux, à n'être que le spectateur, l'arbitre, d'une guerre qui n'est pas la leur, au pire, leur révolte même passée est jugée à la mesure de la situation fictive: l'Etat d'urgence. Les prisons se remplissent de « criminels de guerre » et les inculpations deviennent inculpation d'insurrection contre l'Etat, comme celle qui frappe Negri.

A l'intérieur des prisons, la situation est tout aussi catastrophique. Les B.R. ont tenté non seulement d'hégémoniser le mouvement de révolte dans les prisons, mais plus encore le débat qui existait précisément à leur propos (Cf lettre de Negri dans la revue « Actes » de Novembre 80) sur les 10 années de luttes passées et sur la capacité politique à se défendre contre les attaques de l'Etat.

Tout ceci, dans la situation italienne est extrêmement grave et ne peut prêter ni à sourire ni à la moindre connivence. C'est de la vie d'une génération de révolutionnaires qu'il s'agit.

EL SALVADOR: oligarchie, opposition armée, impérialismes. Politique et géo-politique

Au El Salvador, petit pays surpeuplé d'Amérique centrale (environ 5,5 millions d'habitants pour 21 000 km²), une guerre civile sanglante se déroule depuis près de 2 ans.

Là, après le Nicaragua, avec le Guatemala proche, les peuples d'Amérique centrale se soulèvent contre la domination d'oligarchies rétrogrades soutenues par l'impérialisme U.S. Nous devons saluer ces peuples en lutte contre la superpuissance dominante dans la région tout en stigmatisant les faiblesses des mouvements dirigeants ces processus, faiblesses porteuses de revers et d'échecs de toutes sortes, allant de la défaite meurtrière face à la réaction de l'oligarchie et de l'impérialisme U.S., jusqu'à l'instauration de régimes attelés au social-impérialisme à travers Cuba, situation d'autant plus grave que la rivalité U.S.A.-U.R.S.S. pour cette région de l'Amérique centrale et des Caraïbes est acharnée (à cause du caractère stratégique de la zone pour les U.S.A.).

L'HISTOIRE DE EL SALVADOR : Oligarchie et armée.

De 1821 (date des «indépendances» de l'Amérique Latine) jusqu'à 1930, le pays était dominé par les «14 familles», groupe de propriétaires terriens possédant l'essentiel des terres et faisant la pluie et le beau temps, alternant des «gouvernements» sans prérogatives réelles, mascarades d'alternance entre libéraux et conservateurs. Ce système fonctionnait dans l'oppression la plus sauvage d'une masse d'ouvriers agricoles et de paysans menée par la répression impitoyable exercée par des armées privées d'haciendas, le tout dans un contexte de développement des cultures d'exportation (café surtout) qui, en ces débuts d'expansion capitaliste, trouvaient des débouchés en Amérique du Nord et en Europe.

La crise de 1929 a transformé ces données: c'est l'époque où le café était «brûlé dans les chaudières», réduisant sensiblement les revenus des propriétaires fonciers, qui reportèrent ces pertes sur leur main d'oeuvre. Parallèlement à cette crise, le Parti Communiste Salvadorien développait un travail politique au sein des ouvriers agricoles et paysans pauvres.

Alors, les «14 familles», sentant la situation leur échapper, firent appel à l'armée, jusque là folklorique, pour prendre en charge l'État central. Le premier acte de cette remise en ordre fut la répression sanglante (30 000 morts au moins) d'une insurrection paysanne dirigée, sans doute de manière quelque peu aventuriste, par le P.C.S. en 1932.

Depuis cette période, l'armée occupe le pouvoir, mais sans pour autant n'être qu'une dictature militaire indifférenciée. Semble-t-il, elle est traversée par des courants qui existent également dans l'ancienne bourgeoisie Salvadorienne.

Celle-ci est divisée en 2 groupes, fluctuants selon la conjoncture.

Le premier, c'est celui des propriétaires terriens au sens strict, hostiles au centralisme, entretenant des armées privées (dont la forme actuelle la plus connue est ORDEN qui est un appendice des forces armées, directement contrôlé par cette oligarchie foncière pour ses basses oeuvres de police anti-paysanne) et ne demandant à l'armée proprement dite et au reste de l'appareil d'État que d'intervenir pour réprimer les insurrections trop grosses pour leurs bandes armées. Leurs ressources proviennent de la vente du café

Leurs ressources proviennent de la vente du café et des produits d'exportation, de ce fait cette couche est favorable à une intervention U.S. pour garantir la tranquillité de la région à leur profit.

Le second, c'est celui des propriétaires fonciers qui veulent réinvestir leur capital dans l'industrie, développer l'État (en particulier ses services civils indispensables au développement des activités économiques capitalistes).

En gros, ce sont des «modernistes», qui d'un certain point de vue ne serait pas hostile à un régime plus démocratique, sous une forme plus ou moins parlementaire.

Cette dernière tendance se reflète dans l'armée, et dans le pouvoir militaire, à la mesure de son incapacité à représenter une alternative réelle à elle seule, en particulier à cause de sa difficulté à disposer d'une quelconque base de masse suffisante pour se passer de la poigne soldatesque.

Il y a déjà eut des essais avortés de modernisation, en particulier en 1944, après la victoire des alliés, et dans l'enthousiasme de cette période, les impérialistes U.S. l'appuyant puis la sabotant. Mais on voit ce processus relancé, dans la période passée de Carter.

DANS LA FIN DES ANNÉES 70: radicalisation de l'opposition. Les groupes de guérilla .

Les années 70 au Salvador connurent une progression nette des luttes et un développement des organisations politiques d'opposition radicales (issues pour l'essentiel du mouvement d'éveil des chrétiens en Amérique Latine).

A la fin des années 70, 3 groupes se dégagent. Ils ont chacun deux «branches», l'une politique (respectivement le B.P.R.; le F.A.P.U.; les Ligues du 28 Février), l'autre de guérilla (Front Populaire de Libération; F.A.R.N.; E.R.P.). Ils se sont créés en général à travers la radicalisation «marxiste» de groupements chrétiens associatifs. Au El Salvador, où la misère des masses est extrême, l'association - d'entraide, de solidarité - est indispensable et fort répandue. On s'organise entre chômeurs, entre paysans sans terres, entre salariés, pour survivre, puis, par la politisation, pour revendiquer, enfin pour renverser le pouvoir de l'oligarchie.

Ces groupes mènent des opérations de guérillas contre les exactions d'ORDEN et de l'extrême-droite à la campagne et d'autre part du travail politique: manifestations pour réclamer des améliorations matérielles précises, occupations «pacifiques» d'ambassades et de bâtiments publics (ministères, églises...)... Parfois, d'ailleurs, les deux types d'actions se mêlent: les services d'ordre des manifestations étant armés (la police tire à balles pour disperser), les manifestations virent parfois au carnage (jusqu'à 100 morts au cours de l'une d'elles) après des fusillades avec l'extrême-droite ou la police qui provoquent.

Cette division extrême des forces «d'extrême-gauche» recouvre en partie le fait qu'il n'y a pas de parti politique à proprement parler, pas de projet d'État et par conséquent pas d'autre stratégie qu'une course à l'insurrection (quelquefois considérée d'ailleurs comme une activité spécialisée des organisations militaires sans que le peuple y participe de manière politique).

Soulèvements
armés dans
toute l'
Amérique
centrale
(Ici au
Nicaragua).



Les discours idéologiques sont populistes, «nationalistes» (sous la forme principalement de l'opposition au seul impérialisme U.S.), massistes («grémières»).

On y distingue malheureusement aucune forme de processus politique de type nouveau, le «meilleur» étant le faux marxisme le plus bavardement trotskyste, voire carrément Castriste.

LE COUP D'ÉTAT D'OCTOBRE 79. Le Cartérisme: ses songes et sa réalité.

En Octobre 1979, face à une situation bloquée, dans une conjoncture de répression féroce poussant les «modernistes» à l'opposition légale (à travers les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates), et sans doute avec l'appui de l'impérialisme U.S., qui à l'époque rêvait d'une alternative «démocratique», mais pas trop dangereuse quand même, une Junte militaire renverse le régime ultra du Général Romero.

La Junte, dans ses premières semaines, fait des appels du pied à l'opposition légale (les démocrates-chrétiens rentrent au gouvernement mixte civils-militaires, le P.C.S. se voit même proposer la légalisation...), tandis qu'elle appelle les radicaux à désarmer et à rentrer dans la «politique civile».

Elle propose également une «réforme agraire», mais elle est bien trop évidemment conçue en faveur des modernistes (indemnisation forte des terres, propriétés touchées seulement au-dessus de 500 ha - la plupart des exploitants modernes de café sont en-dessous-, terres données en fermage avec sélection stricte des candidats ou en coopératives privées «rentables», et non en toute propriété aux centaines de milliers de paysans sans terres et de chômeurs agricoles...) si bien qu'elle contribue à isoler les modernistes des ultras, qui ruent dans les brancards, sans qu'elle permette de satisfaire les aspirations des masses populaires.

De ce fait, la lutte armée reprend de plus belle, principalement entre les groupes de guérilla et les armées privées d'extrême-droite, les forces armées ne sachant pas trop que faire au début, puis, se laissant aller à leurs penchants naturels, rentrant dans la danse en pourchassant les radicaux et les masses populaires (en particulier en massacrant les gens cherchant à se réfugier hors du pays en passant les frontières).

Le rapport des forces s'améliorant en faveur des organisations de guérilla, les forces politiques de l'ancienne bourgeoisie (sociaux et chrétiens démocrates) se divisent - une majorité d'entre elles se ralliant à l'opposition donc implicitement à la lutte armée - tandis que le P.C.S. appuie directement la lutte armée depuis quelques mois.

FIN 80, changement de cap de la Junte : Reagan à l'horizon.

A la fin de l'année 80, le Colonel Majano, élément le plus «progressiste» de la Junte, disparaît au profit d'ultras. Cette fois-ci, l'affrontement est directement entre les fronts de guérilla et l'ensemble de l'oligarchie ressoudée contre eux. La répression devient plus efficace.

Une insurrection généralisée a été amorcée il y a quelques semaines, mais elle semble marquer le pas sur le plan militaire: alors que le but était d'obtenir une victoire à la Nicaraguayenne, les combats sont enlisés par le manque de matériel lourd et par le fait que le travail politique n'a pas vraiment érodé les forces de la réaction: l'armée en elle-même, par exemple, est presque intacte et les zones de campagnes contrôlées par les groupes de guérilla ne le sont que de manière transitoire, sauf en des régions très reculées, limitées en superficie. De plus en plus, c'est la notion de «guerre prolongée» qui est mise en avant, sans que les moyens politiques de son déploiement soient vraiment clarifiés aux yeux des masses.

De plus, la Junte reçoit des aides de toutes parts:

- L'IMPÉRIALISME U.S., débarrassé des circonvolutions moralisantes de Carter, et ce, avant même son départ définitif, se décide à appuyer totalement l'armée: des hélicoptères anti-guérilla, des coopérants militaires, du matériel et de l'argent sont livrés en quantité.

A ce sujet, Reagan a résumé sa pensée au sujet de l'Amérique centrale en des termes clairs et explicites:

« Au Salvador, il y a une sorte de guerre civile. On ne peut faire la guerre et des réformes en même temps. Finissons-en avec la guerre et nous verrons ensuite les réformes ».

- LE GUATEMALA (où se déroule également une guerre civile sanglante) et le HONDURAS (ce sont les deux pays frontaliers) - ont affirmé leur soutien au régime Salvadorien, laissant même planer la possibilité d'une intervention militaire en cas de victoire de l'insurrection.

Il faut faire une parenthèse au sujet du Honduras, qui pourra tenter d'éclairer la question nationale dans cette région. Le Honduras, 3 fois plus grand que El Salvador est aussi 2 fois moins peuplé. Il est de ce fait moins puissant et, dans le passé, une rivalité aigüe opposait les deux États. Un protectionnisme Hondurien ayant irrité le Salvador, un prétexte a fait éclater il y a dix ans la «guerre du foot-ball»: à la suite d'incidents entre supporters des deux équipes nationales au Honduras, l'armée Salvadorienne est entrée au Honduras pour infliger une leçon aux «agresseurs» foot-balistiques. Depuis, après le gel de la situation par l'Organisation des États d'Amérique Latine, une zone démilitarisée

T.S.V.P. .../...

de 10 kms séparait les 2 pays - ou les 2 États plus exactement. Ce « casus belli » a vite été oublié face au péril et la réconciliation a été scellée sur le dos des peuples de la région - d'ailleurs eux-mêmes assez sceptiques sur le découpage de ces États-haciendas, beaucoup de mot d'ordre et de concepts dépassant les cadres nationaux actuels.

QUELQUES LEÇONS POLITIQUES :

Sur les révisionnistes en Amérique Latine.

Les organisations radicales de guérilla s'étaient constituées en partie dans la critique du P.C.S. comme « mou » et social-démocrate (l'anathème suprême consistait à rapprocher son alliance électorale de 1972 avec les démocrates-chrétiens du « compromis historique » italien). Aujourd'hui, le P.C.S. est clairement favorable à la lutte armée (il appuie maintenant la coordination des forces d'opposition et le front militaire constitué des organisations de guérilla).

Son bilan du Nicaragua, c'est qu'on peut tirer profit de la guerre civile en s'infiltrant dans le camp anti-oligarchie/impérialisme U.S., ce qui est assez facile, puisque la vigilance des organisations du type FSLN et des organisations de guérilla Salvadorienne vis-à-vis du révisionnisme et du social-impérialisme est nulle (au contraire, l'intégration du P.C.S. à la coordination regroupant l'opposition a été considérée comme un grand succès).

Au Nicaragua, la victoire du FSLN a été facilitée par la fragilité extrême du régime de Somoza: la domination sans partage de sa famille depuis plus de 50 ans, sa répression sans failles contre les éléments nationaux de la bourgeoisie Nicaraguayenne, ou même de bourgeois compradores désireux de partager le gâteau avec lui, l'a isolé complètement, d'autant plus qu'une fraction de l'appareil militaire s'est rallié à l'insurrection, ou a renoncé au combat en laissant la garde prétorienne de Somoza seule face à tous.

On remarque que l'investissement du social-impérialisme et de Cuba a été très payant: les premières mesures du nouvel État Nicaraguayen n'ont-elles pas été de s'aligner complètement sur sa politique (Afghanistan et Viet-Nam compris) alors que rien ne l'y obligeait que la perspective à court terme de « l'aide » soviéto-cubaine, dont on connaît l'efficacité à long terme...

Au Salvador, le P.C.S. comptait aussi sur la défection d'une partie de l'armée face aux ultras (symbolisée par le ralliement feutré de Majano à l'opposition). Après la victoire, il savait que les cartes entre ses mains lui permettraient de jouer un jeu presque gagné d'avance: traînant derrière lui le projet d'État nouveau bourgeois, il était capable de recomposer un appareil d'État bourgeois, de réprimer les révolutionnaires d'autant plus facilement que ceux-ci n'ont aucune avance d'antonomie à faire jouer contre lui (on a observé ce processus au Yémen du Sud, en Éthiopie, en Angola, en Afghanistan... où les dirigeants réels de la lutte armée ou les groupes révolutionnaires ont été éliminés rapidement, parfois tout simplement assassinés).

La géo-politique.

Mais tout cela impliquait de profiter du flou Cartésien suffisamment rapidement pour remporter la victoire militaire et la renforcer.

Cela n'ayant pas été le cas, il est possible que la brutalité de la répression, jointe à une possible intervention étrangère - dirigée ou menée directement par l'impérialisme U.S. -, remettent en cause l'avancée de l'opposition.

Ce contre-courant U.S., on l'observe dans toute la Caraïbe et l'Amérique centrale:

— REMISE EN ORDRE EN JAMAÏQUE: de 1972 à 80 le dirigeant d'un parti populiste social-démocrate, Manley, avait mené une politique de « non-alignement », espèce de voie pour la bourgeoisie nationale Jamaïcaine, caractérisée par un balancement permanent entre les U.S.A. et Cuba/U.R.S.S.

La C.I.A. américaine s'était livrée à toutes sortes de manœuvres: sabotage économique à travers les bourgeois compradores et les entreprises américaines présentes dans l'île, terrorisme politique à travers l'accroissement spectaculaire et brusque du « banditisme », aide en argent et matériel à l'opposition pro-U.S.

Après une campagne électorale mouvementée, le gouvernement Manley a été renversé, un pro-américain avéré a repris les rênes de l'État (tout d'un coup, et comme par hasard, plus à l'aise dans ses relations avec le F.M.I.). Ce fantoche, du nom de Seaga, a été surnommé promptement C.I.A-ga !

— MENACES DE BLOCUS ÉCONOMIQUE VIS-A-VIS DE CUBA. En effet, au fur et à mesure de l'exacerbation des rivalités des superpuissances U.S.A.-U.R.S.S. et de leur préparation à la guerre, l'existence de ce « porte-avions » soviétique à quelques encablures de la Floride risque de devenir de plus en plus fragile.

— AIDE TOUS AZIMUTHS DES U.S.A. AUX MILITAIRES D'AMÉRIQUE CENTRALE pour renforcer leurs dictatures. Il n'est même pas impossible que l'impérialisme U.S. tente de récupérer le Nicaragua où il a encore quelques cartes à jouer. Mêmes des opérations du genre de celle de Saint-Domingue en 1960 (40 000 marines U.S. débarquant pour réprimer une insurrection populaire dirigée par la bourgeoisie nationale) ne sont pas à exclure.

Dans cette conjoncture, nous dénonçons fermement les menées agressives de l'impérialisme U.S. dans la région, tout en nous opposant aux dévoiements révisionnistes du mouvement national.

L'impérialisme U.S. peut marquer des points transitoirement, mais les peuples peuvent s'arracher au statut d'otages de la rivalité U.S.A.-U.R.S.S.

Appelons de nos vœux, et soutenons fermement, l'émergence d'une force autonome capable de déjouer les pièges nombreux de notre époque, et de mener les peuples à la réelle indépendance !

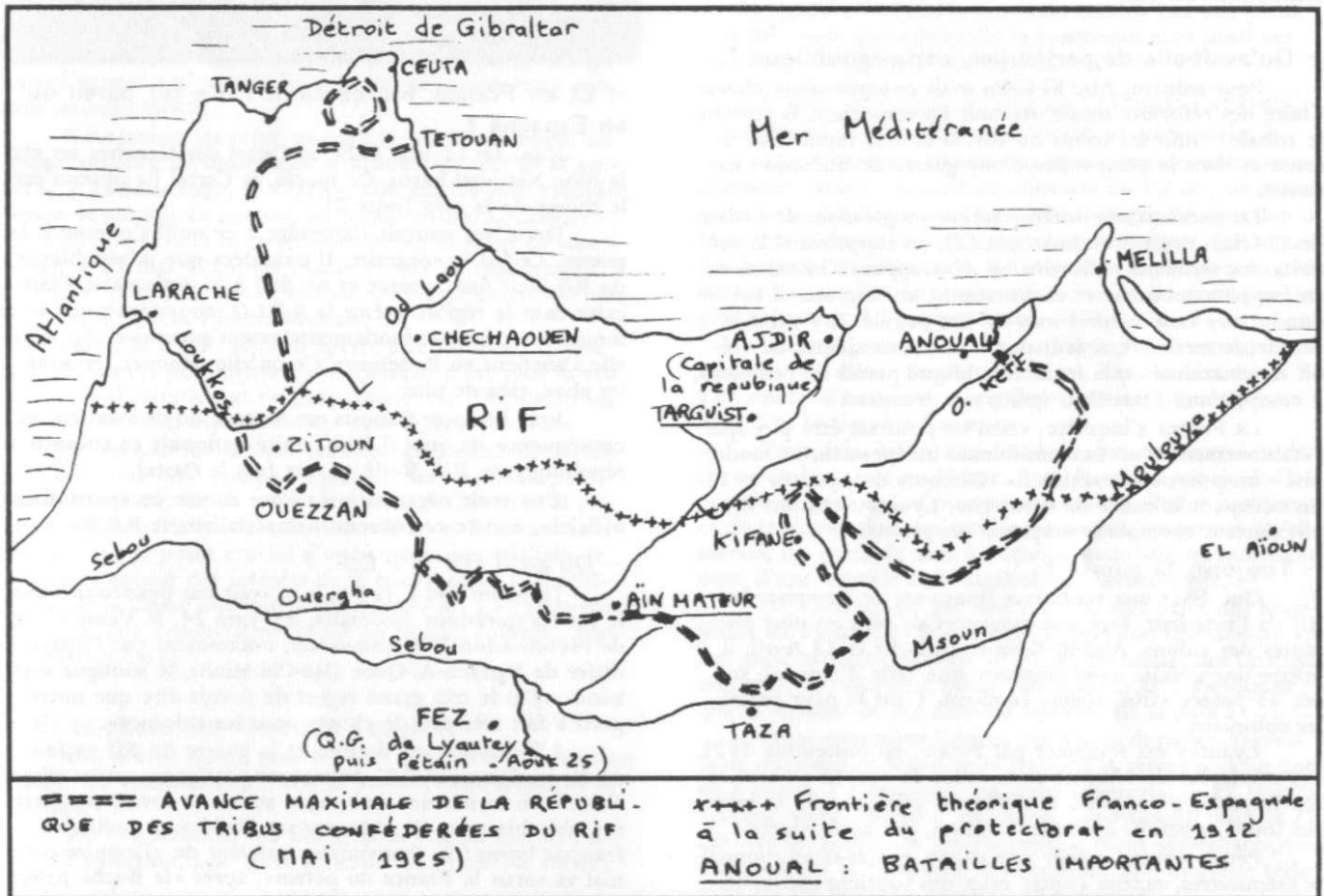


Une répression féroce menée par l'armée soutenue par les U.S.A.

MEMOIRE

FEVRIER 1923 :

LA GUERRE DU RIF ET LE P.C.F Souvenirs réels d'un vieux militant imaginaire



«Le 1er Février 1923, nous apprenons, stupéfaits, l'existence de la 'République des tribus confédérées du Rif'. Son chef est Abd-El-Krim' de la tribu des Beni Ouriaghel, une des plus importantes du pays.

— C'est où le Rif ?

Regardez la carte. Il y a à cette époque environ 2 à 3 millions d'habitants. C'est une région jalouse de ses fortes traditions (par exemple: l'assemblée des sages), surpeuplée, où existent une forte émigration vers l'Oranie et une féroce vendetta fratricide.

La colonisation, ce que la France appelle la «pénétration pacifique au Maroc», tourne le 30 Mars 1912 à l'avantage de la France: un protectorat est imposé au Sultan Moulay-Hafid. Lyautey, authentique roitelet, est nommé résident-général.

Le Maroc est divisé: le Nord à l'Espagne, le Sud et l'Ouest à la France. Le Rif devient alors une zone-clef. Les Rifains ont désormais 2 impérialismes sur le dos, qui se disputent la domination de la région.

— Qu'est-ce que l'Espagne et la France font dans ce pays ?

Avant la guerre de 14-18, l'Espagne pratique l'assimilation: c'est-à-dire former les élites musulmanes. Car dans sa zone, l'administration du Sultan (Maghzen) n'existe pas. Par exemple, Abd-El-Krim fut secrétaire au bureau espagnol des affaires indigènes. La France, quant à elle, estimant que le Rif était un «guépier», et un «pays inutile», limita son exploitation féroce au reste du Maroc: expropriation nombreuses au profit des colons et du parti colonial en France (note1).

Mais la guerre va changer les données du problème. Le Maroc va être «vidé comme une langouste» et l'occupa-

(Note 1) Parti colonial: députés des colonies et députés favorables à une politique coloniale musclée (Baréty-Maginot-Roux-Fressiney, etc...).

T.S.V.P. .../...

tion militaire s'accroître. En contre-partie le mécontentement va grandir, et l'influence de l'esprit nationaliste, d'indépendance venu de Turquie (Kemal Ataturk), de Syrie, de Lybie, s'accroître.

L'Espagne prend peur, veut renforcer son contrôle et soumettre la tribu d'Abd-El-Krim.

— Ça va être encore la guerre ?

Oui, et la France va laisser faire, trop contente de voir son adversaire impérialiste en mauvaise posture. De 1921 (Juillet, bataille d'Anoual) à 1923 (Défaite de Chaouen), l'armée espagnole subit revers sur revers. Cela produit d'ailleurs un coup d'État en Espagne: celui du général Primo de Rivera.

L'étonnement était grand: un petit peuple pouvait vaincre une armée coloniale. L'État-major français expliqua: «c'est le modèle espagnol du protectorat qui est malade». Bien vite leur opinion changea: il y avait l'existence de la République du Rif.

— Qu'avait-elle de particulier, cette république ?

Pour vaincre, Abd-El-Krim avait compris deux choses: - faire des réformes modernes tout en respectant la structure tribale, - unir les tribus du Rif. Il crée la république à cause et dans la perspective d'une guerre de libération nationale.

En donnant une interprétation progressiste de l'Islam (le Châriaâ: droit musulman positif), en supprimant la vendetta, les serments collectifs, en développant l'instruction, en frappant monnaie et en instaurant un drapeau, il sut répondre aux besoins profonds de son peuple. Il y avait le peuple, le territoire, il leur donna la souveraineté. Le crédit international de la jeune république prend de l'empereur, y compris aux États-Unis (grâce aux journaux).

La France s'inquiète: «rien ne pourrait être pire que l'établissement d'un État musulman indépendant et modernisé - un point d'attraction...» (Discours de Lyautey 1924). En occupant la vallée de l'Ouergha, Lyautey cherche à asphyxier cet exemple contagieux, dangereux.

— Toujours la guerre ?

Oui. Face aux tentatives françaises de renverser le Rif de l'intérieur, face aux exigences de plus en plus pressantes des colons, Abd-El-Krim riposte. Et le 13 Avril, il inflige une défaite aussi cinglante que celle d'Anoual: sur 66, 43 postes «frontaliers» tombent. C'est la peur parmi les coloniaux.

Lyautey est remplacé par Pétain, en septembre 1925. Les méthodes deviennent alors celles du «sabre» chères à feu Bugeaud en Algérie. Les effectifs grimpent, et le matériel lourd apparaît: artillerie, aviation, gaz asphyxiants.

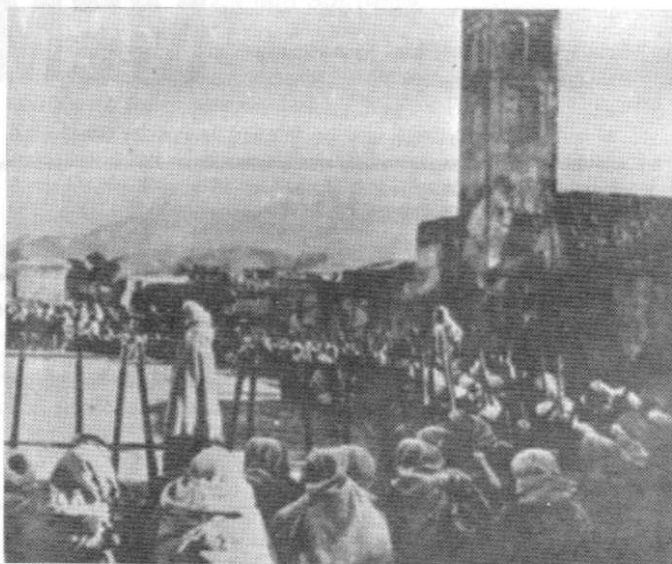
Pétain entend mener une guerre contre-révolutionnaire (séquestres, razzias contre ceux qui soutiennent les Rifains) et redonner l'initiative aux colons. Il «marocanise» à outrance le conflit, terrorise la population et anéanti les ressources.

Dans un premier temps, cette tactique est un échec et les pertes françaises sont énormes (3000 tués).

— Pourquoi les Rifains tiennent-ils, leur armée étant 10 fois inférieure en nombre ?

Ils tiennent parce qu'ils ont en dégoût le protectorat et qu'ils ont institué un système nouveau. Abd-El-Krim est un chef politique dont l'ambition va jusqu'à l'idée nationale. De plus, leur armée est une armée populaire: pendant que la moitié du peuple travaillait, l'autre était au combat, et ils alternaient. Jamais de bataille rangée, mais la guérilla. Grande discipline, grande solidarité, liaisons rapides par téléphone, mobilité, connaissance du terrain, aide inconditionnelle de la population: voilà leur force. En dépit de l'absence de médecins, de la rareté des médicaments.

(Note 2) Cartel: Radicaux, S.F.I.O., Républicains Socialistes et Gauche Radicale en appoint. Le P.C.F. qui a 4 années d'existence, a 28 députés et environ 50 000 adhérents).



— Et en France, les réactions ? Ce fut pareil qu'en Espagne ?

Non. Le 11 mai 1924, le Cartel des Gauches est élu, le Bloc National battu. Ce succès, le Cartel l'a obtenu sur le thème de la paix (note 2).

Donc, on pouvait s'attendre à ce qu'il s'oppose à la guerre. Ce fut le contraire. Il considéra que la république du Rif était une menace et un défi à la diplomatie Française dans la région. Même la S.F.I.O. considérait que la colonisation n'est pas fondamentalement mauvaise. Au mieux, elle s'abstient au Parlement. Ce qu'elle dénonce, ce sont les abus, rien de plus.

Bref l'empire français est menacé de dislocation, en conséquence de quoi il faut l'unité nationale et anéantir la république du Rif. Voilà ce que fera le Cartel.

Une seule organisation s'éleva contre ce «patriotisme officiel», contre ce consensus impérialiste, le P.C.F.

— Qu'a-t-il fait le P.C.F. ?

Jusqu'en 1924, le P.C.F. n'avait pas beaucoup travaillé sur les questions coloniales. En Juin 24, le Vème Congrès de l'Internationale Communiste, notamment par l'intermédiaire de Nguyen-Ai-Quoc (Ho-Chi-Minh), le souligne vertement: «J'ai le très grand regret de devoir dire que notre parti a fait très peu de choses pour les colonies».

L'impulsion est donnée et la guerre du Rif va fournir l'occasion au P.C.F. d'éprouver pratiquement les directives: il va mener une campagne active et novatrice. C'est un véritable coup de tonnerre sur l'échiquier politique français brisant le chauvinisme ambiant de «l'empire colonial va sortir la France du pétrin», après «le Boche paiera».

Dès Septembre 1924, le 11, l'Humanité publie un télégramme adressé à Abd-El-Krim: ...«Espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français y compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'Indépendance du Maroc ! Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial !».

Ce télégramme provoque un débat orageux au Parlement, une campagne de presse houleuse (L'Écho de Paris, L'Action Française, La Liberté...) et une descente de flics dans une école de cadre du parti à Bobigny.

Le P.C.F. entreprend alors une campagne d'explication sur l'impérialisme et le rapport entre lutte anti-coloniale et lutte anti-capitaliste. Il y a, fait nouveau sans précédent, une propagande spécifique et en direction des travailleurs immigrés en France, et en direction des intellectuels.

Ouvrètement, le P.C.F. combat ce qu'il dénomme: «le nationalisme raciste ouvrier».

— N'a-t-il fait que de la propagande ?

Non, voyant que sa campagne marquait des points,

le 24 Mai 1925, il constitue un Comité d'Action qui regroupe le P.C.F., les J.C., la C.G.T.U., l'A.R.A.C., les comités d'unité prolétarienne, Clarté. Les mots d'ordre sont les suivants: «Paix immédiate avec le Rif ! Fraternisation des soldats français et rifains ! Reconnaissance de la république du Rif !». Ce comité est présidé par Thorez. A son actif, de nombreux meetings et manifestations (16 Mai à Luna-Park: 15 000; 24 Mai au mur des Fédérés: 60 000, ...) tant à Paris qu'en province.

Dans ce combat, l'activité des J.C. (Jeunesses Communistes) est primordial. Elle atteindra son apogée durant l'été 1925. C'est Doriot qui la dirige. L'action est particulièrement intense en direction des militaires: dans les casernes, les trains, les bateaux qui vont au Maroc. Les mères, les veuves, les épouses des soldats sont actives (note 3).

Leurs armes: des journaux (Le Conscrit, La Caserne, L'Avant-garde). Le thème: la Fraternisation. On y voit la reprise d'anciens thèmes chers à J. Jaurès et J. Guesde: «Jamais plus», «Painlevé, l'homme du Chemin des Dames, l'homme de l'abdication devant les vieilles culottes de peau du militarisme, etc...». Un certain pacifisme plane. Malgré un net accent anti-impérialiste, la fraternisation reste surtout anti-militariste.

Néanmoins, les résultats sont là: dans la marine, un certain nombre de mutineries se produisent (sur le «Courbet», le «Strasbourg», le «Paris»: 200 marins sont traduits devant le conseil de guerre), un jeune médecin, Camille Larnière, appelle à la fraternisation sur le front (il sera cassé), le 21 Mai 1926, les 31ème et 41ème régiments d'infanterie manifestent aux cris de «A bas la guerre du Maroc !» et chantent l'Internationale, ...

Ainsi, le P.C.F. tente d'opérer une rupture radicale avec les années précédentes: le Parlement n'est plus sa seule tribune d'agitation et de propagande, les revendications salariales et l'anti-capitalisme ses seules préoccupations.

Si son anti-militarisme est ressenti comme un sacrilège, c'est parce qu'il frappe de plein fouet l'opinion publique impérialiste. De ce point de vue, le P.C.F. crée la première brèche sérieuse dans les mentalités et la conscience des gens sur le point crucial d'une société impérialiste: le consensus autour des intérêts de la bourgeoisie, l'identification de la classe ouvrière à ces intérêts-là. La campagne du P.C.F. fait découvrir ce qu'est un peuple colonisé: grand NOUVEAUTÉ !

— Et la classe ouvrière, elle bouge ?

Elle a déjà bougé avec tout ce que j'ai dit auparavant mais le 12 Octobre 1925, elle le prouve, avec grandeur et courage.

Sur propositions des délégués de l'usine Citroën, du Comité d'Action, une grève générale de 24 heures est décrétee.

Durant les mois précédents, diverses actions mêlant revendications sociales, professionnelles (droit de grève dans la fonction publique), justice fiscale (prestations familiales) et mots d'ordre anti-impérialistes, préparent le terrain. «Ouvriers, vous imposerez la paix par la grève générale !».

Au jour J., 900 000 ouvriers débrayeront surtout dans le Nord et le bâtiment. De nombreux grévistes défilent: les affrontements avec la police sont très violents. A Suresnes, André Sabatier, un jeune communiste de 25 ans

(Note 3) Par exemple, le 7 Juin, une délégation se rend auprès de la Présidence du Conseil, avec force publicité. Il faut aussi savoir que durant l'occupation de la Rhur, les J.C. ont développé un intense travail au sein de l'armée sur l'idée de fraternisation et de passage aux côtés des révolutionnaires ouvriers. «Vive la libération de l'Allemagne et du Maroc !» disent-ils. Et par exemple, le 13 Octobre 1923, des soldats marocains refusent de tirer sur la foule. D'autre part, lorsqu'on dit J.C., il faut savoir que cela regroupe aussi à cette époque des jeunes syndicalistes et des jeunes anarchistes.

est tué. Il y a de nombreuses condamnations et perquisitions.

Certains ont dit: «C'est un échec !». Bien sûr, la majorité n'a pas suivi, mais une fraction d'avant-garde du mouvement ouvrier s'est dégagee, rompant avec l'idéologie chauvine. Voilà, à mon avis, l'essentiel. C'est le premier coup sérieux porté contre l'impérialisme français.

— Et ensuite ?

Ensuite, il faut bien dire que la campagne perdit de son souffle. Plusieurs raisons à cela:

-1) La campagne est avant tout rythmée par la guerre du Rif elle-même et au début de l'année 1926, la république du Rif connaît ses premiers revers. La bourgeoisie française veut hâter la liquidation de cet «abcès rifain», et interrompre au plus vite cette campagne du P.C.F. qui atteint l'ordre social, le déstabilise.

-2) Au sein du P.C.F., une lutte interne bat son plein, à la fois axée sur le bilan de la campagne mais aussi sur les débats de ligne au sein du P.C.U.S.

— Sur quoi le P.C.F. a-t-il mis l'accent: l'anti-militarisme ou la question coloniale et nationale ?

Thorez semble trancher pour la première solution et d'ailleurs, dans le manuel de l'histoire du P.C.F., on relève cette phrase: «Cette position (celle d'exiger l'évacuation du Maroc et la fraternisation) contribue à éloigner de l'action des ouvriers qui désiraient lutter contre la guerre sans pour autant reconnaître les justes mots d'ordre du droit des peuples coloniaux à l'indépendance» (1964).

Fallait-il autant insister sur l'aspect anti-capitaliste au risque de diluer l'aspect principal: l'anti-colonialisme ? Le Comité d'Action ne s'appelait-il pas «contre la guerre du Rif et les impôts Caillaux».

Toutefois, le 1er Mai 1926 est encore l'occasion de dénoncer la guerre au Maroc. Bref, la campagne du Rif, constituée, quoi qu'on puisse penser de la «bolchévisation» et de la liquidation des tendances social-démocrates qu'elle suscita, un exemple tant à l'échelle nationale qu'internationale, d'une bataille anti-impérialiste d'avant-garde.

Un exemple positif rare qui fut, aux yeux des bourgeois, un «scandale» parce que l'expression inversée du «patriotisme officiel». Pensez, le P.C.F. traduisait des brochures en arabe, en envoyant même aux Rifains et il expliquait que la victoire de ces derniers favoriserait la paix !

Cette campagne laissera des traces durables: travailleurs immigrés et travailleurs français se retrouvent au coude. Le nationalisme arabe progresse: le 15 Mai 26, L'Étoile Nord-Africaine est fondée avec Messali Hadj et Chekib Arslan. Enfin, les intellectuels, surtout surréalistes, très actifs durant la campagne commencent une nouvelle réflexion sur les rapports entre art et politique.

— Mais Abd-El-Krim, que devient-il ?

Pétain, n'arrivant pas à réduire la république du Rif décida la «grand jeu». D'abord, il demanda un renforcement considérable des effectifs, ensuite, il signe des accords avec Primo de Rivera. Accords qui permettaient à l'armée française de poursuivre les troupes rifaines en zone espagnole en même temps qu'ils établissaient un plan commun de campagne, visant à prendre en tenaille les rifains. En quelque sorte, l'ouverture d'un second front. La république ne résista pas et le 29 Mai 1926, Abd-El-Krim se rend.

Envoyé en résidence surveillée à la Réunion, il fut libéré en 1947 et mourut en Égypte en 1963. »

Souvenirs d'un petit peuple armé tenant tête à une machine de guerre coloniale, images d'une République voulue par son peuple, en avance sur son temps, images d'ouvriers, de jeunes et d'intellectuels s'engageant en France dans un combat anti-impérialiste courageux.

Roland P.

ETUDES

La crise de la Sécurité Sociale dans la crise de la société impérialiste

La crise des systèmes de «protection sociale» est commune à toutes les sociétés impérialistes. En France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique où le déficit de la sécurité sociale a provoqué la chute du gouvernement en Octobre dernier.

Elle ouvre la voie à d'importantes attaques contre les conditions de vie du peuple et appelle de notre part une vigilante riposte. Nous renvoyons sur ce point le lecteur à l'article du «Marxiste-Léniniste» dans le numéro 43-44 sur la nouvelle convention médicale et à la contribution du Groupe Lutte Santé (GLS) dans le numéro 46.

L'article dont nous publions ci-dessous la première partie situe la place de la sécurité sociale dans l'histoire de la société impérialiste et fait le point sur le sens des mesures actuelles prises par la bourgeoisie pour combler le déficit de la sécurité sociale.

Au stade du capitalisme concurrentiel, l'insécurité est une donnée permanente de la condition ouvrière. La force de travail est devenue une marchandise dont la valeur d'échange est déterminée par la valeur de ce qui est socialement nécessaire à sa reproduction. Chaque capitaliste privilégiant la mise en valeur immédiate de son capital, le salaire ne dépassait pas le minimum vital quotidien.

Si, pendant les périodes d'activité, le salaire est à peine suffisant pour couvrir les frais de reproduction de la force de travail, l'entretien des chômeurs, des malades, des vieux ou des jeunes n'est pas assuré. La misère ouvrière est la plus noire.

Dès le début, la bourgeoisie est confrontée à cette contradiction: si elle n'inclut pas la «protection sociale» dans la valeur de la force de travail, ce qui revient à en augmenter le coût, la reproduction élargie de la force de travail n'est pas assurée.

A cette époque, le vaste exode rural, les migrations suffisent à combler les vides entraînés par l'exploitation acharnée de la force de travail. La seule politique sociale est alors celle de l'ASSISTANCE: hospices, bureaux de bienfaisance, sociétés de charité, ateliers de charité assurent la reproduction de l'armée de réserve. Cependant, sa principale fonction est d'empêcher les révoltes, surtout pendant les crises: tout un réseau d'assistance assure l'encadrement social des indigents.

Dans ces conditions, la médecine de clientèle ne peut se développer faute de demande solvable. A l'exception d'une petite minorité qui vit sur une clientèle bourgeoise réduite, la grande majorité des médecins sont pauvres.

Cette situation change à la fin du 19ème siècle: les révoltes populaires, les dégâts provoqués par l'exploitation forcée, la limitation du travail des femmes et des enfants, le ralentissement de l'exode rural, imposent une certaine socialisation de la reproduction de la force de travail à la bourgeoisie. Contrainte toutefois atténuée par le faible rythme de croissance jusqu'en 1914 et par le recours à l'immigration ensuite. Cependant, les progrès de la médecine, dont l'efficacité curative était assez faible jusqu'au troisième quart du 19ème siècle, rendent possible une meilleure protection sanitaire.

Des caisses de secours apparaissent: c'est le mutualisme où fusionnent la frange supérieure de la classe ouvrière et un certain patronat catholique, intéressé à fixer la main d'oeuvre qualifiée par des avantages sociaux. Ces caisses ne pourront jamais décoller: la base de financement est trop étroite, elle interdit toute répartition des risques sur un ensemble plus grand, ce qui est le principe élémentaire de toute assurance sociale. D'autre part le patron qui accordait une meilleure protection sociale se pénalisait dans la concurrence. A l'inverse, certains patrons s'assuraient la docilité

des ouvriers en transformant la caisse de secours en instrument de pression.

La reconnaissance du droit à la protection sociale ne pouvait être obtenu dans l'usine où s'exerce la dictature sauvage du patron, mais dans la sphère du droit étatique qui, seul, peut stabiliser, bien que de façon précaire, ce qu'on appelle aujourd'hui les «acquis sociaux».

Une loi crée un régime de retraite en 1910, mais elle reste inappliquée. Il faut attendre 1930 pour voir la création des assurances sociales, maladie et vieillesse, pour les salariés de l'industrie et du commerce. En 1932, les prestations familiales sont créées.

Bien qu'obligatoires, ces assurances sociales ont une portée limitée: les ressources sont modestes, car la bourgeoisie, en pleine dépression, se refuse à élever le coût salarial pour financer les prestations. Celles-ci restent faibles: avant la guerre, le système de protection sociale n'a pas vraiment décollé.

LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS UNE SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE

Le système, mis en place en 1945, se donne comme objectif la généralisation des assurances sociales à l'ensemble de la population et l'unification par la création d'une caisse unique. Pour le peuple, c'est la reconnaissance d'un droit à la protection sociale. Pour la bourgeoisie, la Résis-

Ce qu'est la Sécurité Sociale:

LE RÉGIME GÉNÉRAL couvre tous les salariés de l'industrie et du commerce. La réforme de 1967 a créé trois caisses: La Caisse nationale d'allocations familiales qui couvre l'ensemble de la population; la Caisse nationale d'assurance vieillesse qui ne concerne que les salariés du secteur privé; la Caisse nationale d'assurance maladie qui couvre en outre les salariées des administrations.

LES RÉGIMES SPÉCIAUX assurent la protection des non-salariés, les régimes statutaires couvrent les personnels de certains services publics (SNCF, EDF, militaires...) pour certains risques (vieillesse et maladie).

LE SALAIRE PLAFOND: les cotisations vieillesse et prestations familiales, ainsi qu'une partie de la cotisation maladie, sont calculés sur la partie du salaire qui est en dessous du plafond, de sorte que les salaires situés en dessous de ce plafond subissent des charges sociales qui sont proportionnellement plus lourdes.

tance en a fait une nécessité politique. Le déclin démographique, alors qu'on entre dans une phase de croissance accélérée, en fait une nécessité économique: dans l'après-guerre, la politique nataliste constitue l'axe principal.

Les bourgeois sont fiers de leur sécurité sociale: c'est le « meilleur système du monde » proclame la bourgeoisie classique, les révisionnistes se battent pour « sauver la sécu ». Cette collusion est significative du rôle important que joue la sécurité sociale dans le consensus impérialiste. Car leur « sécu » porte les marques de cette société.

Elle a permis de stabiliser la situation sociale de la petite bourgeoisie salariée et d'une fraction de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la rémunération de la force de travail se décompose en deux parties: d'une part, le salaire direct versé par le patron, d'autre part, le salaire indirect (les prestations sociales) versées par la sécu, les Assedic...). Celui-ci est financé par des cotisations assises sur les salaires: en réalité, ces cotisations ne sont pas un ajout brut aux salaires, mais représentent une ponction sur sa croissance. Alors que le salaire direct résulte du marchandage entre patrons et travailleurs, le salaire indirect met en jeu directement l'Etat, à travers sa législation, et, il est porteur d'une revendication de droits sociaux, qui dépasse l'horizon étroit de l'entreprise capitaliste. Il tend à acquérir une certaine stabilité par rapport au cycle économique, ce qui assure une certaine stabilité au salaire total. Ainsi, le salaire indirect, qui représente 31,4% des revenus des ménages en 1979, contre 20% en 1960, garantit au travailleur le statut de consommateur.

Le développement de la consommation de biens durables n'aurait pas pu se produire dans un système de revenus précaires: le paiement des traites pour l'électro-ménager, l'auto, la maison n'aurait pas été possible. D'autre part, grâce à la sécurité sociale, la médecine avait les moyens de se développer comme marchandise: la médecine de clientèle et l'industrie pharmaceutique voient s'ouvrir un marché où s'expriment des besoins solvabilisés par la sécu.

En ce sens, la sécu est devenue un des éléments de la politique économique de la bourgeoisie: en cas de fléchissement de l'activité, elle stabilise la consommation et freine l'extension de la crise. Ainsi, depuis 1974, le ralentissement de la progression du pouvoir d'achat de la masse des salaires nets est très sensible: de l'ordre de 6,6% l'an au début des années 70, la progression tombe à 4% l'an en 1974-76, pour devenir nulle en 1979. Par contre, le taux de croissance moyen du pouvoir d'achat des prestations sociales dépasse 7% l'an entre 1974 et 1979, taux équivalent à celui d'avant la crise.

Ainsi, l'impérialisme a pu mettre en place un système de protection sociale qui a atténué l'insécurité du salariat. Cependant, dans la société impérialiste, la protection sociale n'a rien à voir avec la « justice sociale »: loin de réduire les inégalités sociales, elle les amplifie.

Prenons quelques exemples:

-1) La protection sociale des travailleurs immigrés est faible:

- Ils participent davantage au financement en raison d'un taux d'activité plus fort que dans la population française (46% contre 41%), et du bas niveau de leurs salaires, ce qui les exclut des « avantages » du plafonnement.

- Les prestations servies à chaque immigré sont inférieures: soit en raison d'accords d'Etat à Etat (cas des prestations familiales)

soit en raison de la place des immigrés dans la société impérialiste: beaucoup de jeunes dont les dépenses de santé sont plus faibles, retraites perdues en cas de départ, pression de la sécu pour réduire les pensions versées aux immigrés.

Contrairement à une idée raciste répandue par la bourgeoisie, il est nécessaire de montrer que l'immigration participe proportionnellement plus au financement de la sécurité sociale, en échange de prestations plus faibles.

-2) Le principe du salaire plafond fait que ce sont les salaires les plus bas qui supportent proportionnellement les charges sociales les plus lourdes: les salariés cotisent dégressivement à la sécu, et le montant de ces cotisations représente 4 fois le montant de l'impôt sur le revenu, seul impôt progressif.

Les cadres, dont les cotisations sont proportionnellement plus faibles, peuvent financer des mutuelles ou des régimes de retraites complémentaires. Les entreprises, qui emploient peu de main d'oeuvre ou beaucoup de personnel qualifié, sont dans la même situation: elles créent des mutuelles pour leur personnel. Le principe du plafonnement est aussi un obstacle au relèvement des bas salaires: cela coûte plus cher à un patron de relever un salaire sous plafond qu'un salaire plus élevé.

-3) Des prestations inégales:

Les inégalités chez les retraités sont deux fois plus importantes que dans la population totale. Le système actuel privilégie ceux dont la durée d'activité est la plus courte et l'espérance de vie la plus longue. Pour 10 000F cotisés dans la vie active, le cadre percevra 14 000F en retraite, l'OS 8 500F et le manoeuvre 6 600 F.

Contrairement au projet de 1945, la Sécu n'a jamais été unifiée en une caisse unique. Les non-salariés n'ont jamais accepté les mêmes cotisations, tout en revendiquant les mêmes prestations. Des régimes statutaires particuliers ont été maintenus (mineurs, marins, SNCF...). Tous ces régimes ne survivent que grâce aux transferts provenant du régime général et de l'Etat.

La Sécurité Sociale, qui devait être une « grande oeuvre de solidarité nationale » n'est qu'une superposition d'intérêts catégoriels dont la défense syndicale caractérise la société impérialiste.

-4) L'assistance, cette vieille compagne du capitalisme, subsiste dans la société impérialiste:

Le développement de la Sécurité Sociale a réduit le rôle de l'assistance: sa part dans l'ensemble des prestations sociales est passée de 17% en 1959 à 10% en 1978. Mais elle est loin d'avoir disparu et la crise est à l'origine de son renouveau.

Alors que l'assurance est régie par le droit, l'assistance relève de l'arbitraire administratif: les droits des assistés sont définis par des mesures administratives variables et complexes, un peu comme est défini le statut juridique des immigrés.

Le pouvoir de l'Etat, ou de toute autorité de tutelle, est discrétionnaire: « tu as la télé couleur ? On te supprime les allocations chômage ! Ta famille est à risques ? Le versement des prestations est conditionné par le rapport de l'assistante sociale ».

L'assistance implique un contrôle étatique étroit sur les assistés: des institutions définissent les droits des « pauvres », les contrôlent, les surveillent, les sanctionnent. En partie gérée au niveau local (40% des dépenses en France), l'assistance est utilisée par les différentes cliques bourgeoises pour se constituer une clientèle politique.

Avec la crise, les tensions sociales s'aiguisent, en particulier dans les quartiers populaires où des institutions comme la DDASS sont très actives. Autre exemple: la dernière réforme de l'allocation chômage traduit bien ce glissement de l'assurance à l'assistance, dans la mesure où le versement des allocations est de plus en plus subordonné à des décisions arbitraires.

MARXISMES

A propos de l' "ALTERNATIVE" de R. Bahro

En Août 1977, R. Bahro, cadre dans une entreprise de Berlin-Est est arrêté par la police politique de R.D.A. (Allemagne de l'Est), et jeté en prison. Il venait de faire publier en Allemagne de l'Ouest un livre, «L'Alternative, contribution à la critique du socialisme réellement existant», qui se présente comme une analyse marxiste des pays sous domination soviétique et une esquisse d'un programme politique d'opposition communiste aux régimes de ces pays.

L'écho de son livre en Europe va créer un mouvement d'opinion parmi les dissidents de gauche exilés, les eurocommunistes et les défenseurs des droits de l'homme à l'Est, mouvement qui contribuera certainement à sa libération et son expulsion de R.D.A., peu après sa condamnation en 1978 à 8 ans de prison pour «espionnage».

Nous aurions pu parler de son livre à l'époque en raison de ce qu'il se présente comme une critique marxiste des formations sociales de l'Est européen, critique qui en fera, emprunte en partie à des thèmes maoïstes. Mais nous ne l'avons pas fait. Ce qui nous conduit à en reparler aujourd'hui est bien sûr l'évolution de la situation en Pologne.

UNE ANALYSE INTERESSANTE...

Lire ou relire Bahro est utile pour comprendre les positions d'une fraction des intellectuels oppositionnels et comme document sur l'état de la recherche d'une «alternative» au social-fascisme qui ne soit pas le retour débridé d'une bourgeoisie capitaliste classique, ceci avant que l'histoire ne s'accélère en Août 1980 à Gdansk.

On peut distinguer dans ce que dit Bahro trois grands thèmes: l'analyse de la nature des formations sociales de l'Est européen et la nécessité d'une révolution culturelle dans ces sociétés, la description du processus de marche au communisme, et enfin des indications sur les moyens politiques de faire cette révolution culturelle. Les deux premiers thèmes s'inspirent partiellement de la critique maoïste du révisionnisme, ce qui sonne assez nouveau chez un théoricien issu de l'empire social-impérialiste.

Quant au dernier, les événements de Pologne se sont chargés d'infirmer très rapidement les thèses de Bahro.

Bahro commence donc par analyser la nature des formations sociales du socialisme réellement existant. Ce sont pour lui des sociétés de classe, fondées sur la division entre travail manuel et travail intellectuel, origine de toute division en classe de toute société, qui représentent une voie NON CAPITALISTE de développement des forces productives. Il récuse donc la désignation de capitalisme d'Etat, qu'il faut selon lui réserver aux formes avancées du capitalisme classique, au profit d'un «despotisme industriel» qui aurait succédé en U.R.S.S. à la suite d'Octobre 1917 au despotisme agraire tsariste, et qui aurait été ensuite imposé à l'Europe de l'Est.

Cette évolution de l'U.R.S.S. était selon lui inévitable, malgré les efforts de Lénine, et liée au caractère arriéré des forces productives de la Russie «paysanne».

Le socialisme tel qu'il existe est donc une phase, nécessaire, du développement de ces sociétés qui parviendront au communisme après avoir emprunté une autre voie que la voie capitaliste, grâce à une révolution «culturelle».

SUR LA DIVISION DU TRAVAIL,

Dans ces sociétés, le rapport social fondamental n'est pas principalement un rapport économique d'exploitation (bien qu'il ne nie pas les grandes inégalités sociales), mais le rapport hiérarchique conception/exécution, fondé sur l'ancienne division du travail. Ce rapport concentre l'ensemble du savoir sur la société et donc du pouvoir dans les mains d'une bureaucratie, elle-même dirigée par le parti-Etat, tandis qu'à l'autre pôle, les masses sont confinées dans le travail parcellaire, humainement réducteur et favorable à la passivité sociale et politique. Et Bahro multiplie les analogies entre cette situation et les despotismes «asiatiques» de la Chine et de l'Egypte ancienne ou des Incas.

La différence tient à ce que, puisque ce système a pu développer dans une certaine mesure les forces productives de la grande industrie, il se débat maintenant dans des contradictions insurmontables qui se manifestent d'une part dans l'inefficacité bureaucratique de la pyramide hiérarchique au sommet de laquelle siège le parti, et d'autre part dans le dégoût des masses pour le travail productif parcellaire et leurs aspirations à plus de liberté et de responsabilité, aspirations croissantes au fur et à mesure qu'elles s'affranchissent du souci de leur simple survie et que s'améliore leur niveau culturel.

Cette analyse, que Bahro présente comme une tentative d'analyse marxiste d'ensemble des formations sociales du socialisme existant réellement, ne manque pas d'aspects intéressants: l'affirmation que c'est une société de classe et que ceci est fondé sur le maintien de la division du travail, la désignation du parti-Etat comme ennemi du peuple, etc... Mais cela reste une analyse étroitement sociologique. Le concept de despotisme industriel en particulier est faible. En témoigne la nécessité qu'éprouve Bahro d'en parler longuement par simple analogie avec le despotisme agraire des grands empires anciens. Car enfin, ce parti-Etat qui domine et régent cette société s'appuie bien, en dehors de son appareil, sur des forces sociales particulières, même en R.D.A. où il a été, il est vrai, largement importé !

MAIS LIMITEE SUR LA NATURE DU PARTI-ETAT ...

Bahro par exemple n'emploie pas le terme de «nouvelle bourgeoisie», ni même de «bourgeoisie rouge», comme le font les ouvriers polonais. Il n'en analyse pas la base économique, les mécanismes de reproduction, la politique. Il ne dit pas comment elle divise le peuple pour régner. Le peuple lui-même est indifférencié: presque rien sur les paysans par exemple. Bref, pas de véritable analyse politique de classe. Pour Bahro, il y a d'un côté le parti-Etat qui sait et qui commande, de l'autre les masses dominées et atomisées et parmi celles-ci, la fraction consciente et révoltée, et l'autre fraction, encore aliénée.

Cette carence d'analyse proprement politique va bien sûr avoir des conséquences sur les propositions politiques de Bahro, sur ce qu'il propose aujourd'hui pour faire la révolution, même si ce qu'il dit des objectifs de la révolution est juste, au moins des objectifs à long terme.

Prague 68:
la question
nationale en
Europe Cen-
trale et Orien-
tale, déjà.



... SUR LE PROCESSUS HISTORIQUE ...

Pour lui, en effet, les sociétés où règne le «socialisme réellement existant» ne dépasseront leurs contradictions que par une révolution prenant pour cible le parti et visant à lui arracher son «pouvoir sur la société». Cette révolution, Bahro la qualifie de culturelle pour la double raison qu'elle s'attaque à la superstructure (le parti) et qu'elle s'appuie sur le besoin d'un épanouissement humain plus que sur une révolte contre des conditions matérielles de vie insupportables.

Le projet politique de cette révolution, c'est la marche au communisme qui est fondamentalement pour Bahro, un processus de réduction de la différence entre travail manuel et travail intellectuel et une organisation de la société sur la base de regroupements territoriaux - communes - fédérées entre eux.

Cela passe dans une première étape par la réduction rapide des écarts de salaires, la suppression des stimulants matériels, la participation régulière de tous les cadres au travail productif et l'élévation du niveau culturel et politique des masses.

L'instrument de cette révolution sera une ligue des communistes qui, loin de s'identifier à l'Etat, comme les actuels partis dits communistes, devra au contraire être «l'intellectuel collectif» de la société (référence à Gramsci), son outil pour contrôler d'abord, réduire progressivement ensuite le rôle de l'appareil d'Etat, jusqu'à sa disparition.

On le voit, il y a dans tout cela des idées justes, bien que générales. Mais sur le processus concret aujourd'hui de cette révolution, sur les forces qui la feront, sur les questions d'organisation, c'est tout autre chose !

Pour Bahro, par exemple, la ligue des communistes ne sera en aucune manière un quelconque «parti du prolétariat». Prolétariat ne veut d'ailleurs rien dire pour lui, tout au plus reconnaît-il à la classe ouvrière une existence sociale. La Ligue sera le regroupement de tous ceux, issus de toutes les couches et milieux de la société, pour qui le besoin d'émancipation l'emporte sur la passivité ou les illusions compensatoires de la «société de consommation», ceux dont il dit qu'ils ont un «surplus de conscience».

Dans l'immédiat, Bahro propose de progresser vers la fondation de cette ligue en forçant les possibilités, formellement reconnues par la constitution, de «liberté de réunion» pour constituer de petits cercles de discussion qui pourront acquérir le statut d'opposition, certes combattue et réprimée dans un premier temps, mais finissant par s'imposer et par grossir pour enfin faire «disparaître» le parti existant.

Le processus, tel que l'envisage Bahro, s'inspire explicitement de ce qui s'est passé pendant le Printemps de Prague. Et il n'est pas étonnant que la manière dont les chars russes l'ont interrompu a ensuite conduit Bahro, libéré, à des prévisions très pessimistes sur les pays de l'Est, tant que l'opposition ne s'affirmerait pas en U.R.S.S. même. Ce qui est plus grave, c'est que Bahro, dans cet article publié par

«Le Monde», en concluait qu'il ne fallait pas que les puissances occidentales «irritent» les dirigeants soviétiques, ce qui voulait dire en clair: ne vous opposez pas à leur expansionnisme, car cela développerait en U.R.S.S. la mentalité de citadelle assiégée et ralentirait le développement de l'opposition marxiste en U.R.S.S. Bref, les pays de la périphérie de l'empire soviétique n'ont qu'à attendre la révolution culturelle en son centre !

UNE CARACTÉRISATION DE BAHRO :

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'évolution de la situation en Pologne s'est de manière éclatante chargée de balayer ces fragiles constructions idéalistes et de plus, assez peureuses. L'irruption de la classe ouvrière comme acteur privilégié d'abord, puis celle des autres couches du peuple: étudiants, paysans, l'engagement à fond de toutes les forces politiques, y compris l'Eglise et l'ancienne bourgeoisie pro-américaine, l'importance manifestement décisive de la question nationale, tout cela est bien loin de ce qu'imaginait Bahro. Et pour cause, il ne pouvait pas l'imaginer, car s'il manifeste une certaine aspiration au communisme, s'il repère des traits significatifs des sociétés de l'Est, il ne fait pas dans son livre, comme on l'a dit, d'ANALYSE POLITIQUE DE CLASSE de ces sociétés, et cela le conduit à n'imaginer, comme processus politique, que des processus purement démocratiques qui ne peuvent que se limiter, dans la conjoncture actuelle, qu'à tenter d'exercer une pression réformiste sur les partis-Etats existants.

Bahro représente donc en fait une voie de gauche (il ne veut pas d'un retour au capitalisme libéral) dans ce qui est au plus un radicalisme démocratique face à l'oppression des nouvelles bourgeoisies. Et l'analyse d'ensemble qui fonde cette position politique est un curieux mélange de thèmes marxistes et maoïstes (la marche au communisme, la réduction de la division du travail) de phraséologie à la Garaudy sur l'aliénation de la société de consommation, et d'économisme assez sommaires. Economisme qui se manifeste par la caractérisation simpliste du «socialisme réellement existant» comme société bureaucratique hiérarchisée reproduisant à tous les niveaux les rapports de commandement du travail productif d'usine.

Ce qui est surprenant, mais instructif sur les souterrains de l'histoire mondiale des idéologies, c'est que ce mélange de genres ne nous est pas tout à fait étrange: influence idéologique de la G.R.C.P., radicalisme démocratique, refus de toute référence de classe du parti... cela ressemble à quoi ? En fait, Bahro, c'est un peu un «G.Piste qui nous vient du froid» (G.P.:Gauche Prolétarienne, groupe se référant au maoïsme dans les années 69-73). Curieux, mais vrai, en tout cas assez stimulant pour le lire, au moins dans la version abrégée qui s'intitule «Je poursuivrai mon chemin», chez Maspéro.

ART ET CULTURE

Deux lettres à propos du livre «LE REPOS DE PENTHESILEE» de Natacha Michel

— I —

Je parlerai encore du «Repos de Penthésilée», mais pris dans le choix que G. Peyrol a fait dans le précédent numéro du ML, pour dire avec lui ce que le livre a d'alerte «qui finalement prise par l'effet d'anticipation dans une intériorité au présent vaut doctrine et conseil». Je veux ici parler de la prise de l'alerte.

Comment et chez qui a-t-elle prise ? C'est de ce processus d'intériorisation dont il faut parler, car de conseil et de doctrine dans le livre, il n'y a. Son anticipation est celle de l'oeuvre littéraire. A la prendre pour hypothèse historique de l'Amour, elle attirerait son spéculateur dans la métaphysique.

Et je dirai que les thèmes forts de G. Peyrol depuis «l'alliance élective» jusqu'au «croissement total de l'Amour et de la politique» sont à prendre comme contenu moderne du mythe de l'Amour et non comme doctrine.

Ceci vaut pour ceux qui liraient dans le texte «conseil» à la place d'«alerte» et feraient de cette dernière une stimulation pour un retour précipité au lieu d'y chercher le principe de réalité de cette «alliance».

L'alerte est à prendre dans la dialectique qui se joue entre l'anticipation et l'achèvement. L'anticipation se donne par la mise en place inventée et étirée vers le ciel des processus nouveaux qui sont de notre temps: dissidence des femmes, la troisième guerre mondiale, le Parti nommé par ses hommes et par son absence.

L'Amour est pris par l'autre bout, celui de l'achèvement. Car que savons-nous du retour d'Achille sur lui-même pour nouer cette alliance, redispante, du coup, de ses lieux, de ses amis, de ses partisans ? Penthésilée advient dans sa rencontre avec Achille, avec le poids de 5 années de vie entre femmes et enfants, recherchée dans l'espace éclaté de la guerre. Elle n'est pas seule, mais remplie de toutes les autres devant Achille et son coeur est lourd de tendresse. Comment l'accumulation de ce tout lui fit élire l'unique Achille ? Ils arrivent forts l'un en face de l'autre.

— II —

Un problème de compréhension, ou peut-être tout simplement une divergence d'analyse nous a posé problème, à la lecture du dernier ML.

Il s'agit du propos relatif au «Repos de Penthésilée».

Lorsque lecture fut faite, «l'Amour n'est rien que le nom de la contradiction homme/femme», cette phrase est restée en suspens. Propos emphatique qui démontre clairement la richesse du roman, elle est restée comme le givre sur la plaine refusant l'accès à la réalité du propos.

L'Amour, il semble, n'est pas tant le nom d'une des cinq contradictions homme-femme que tout simplement leur résolution.

En quoi on voit la nécessité de la domination de la femme dans la résolution de la contradiction homme/femme. En quoi on voit surtout qu'au sein du peuple, celle-ci se joue, c'est l'unité des contraires alors appelée amour qui va la résoudre.

C'est de cet achèvement dont il faut partir pour le remettre sur ses pieds, dans son mouvement, dans la crise qu'il produit pour les partisans adverses quant à l'organisation, la subjectivité et non quant à la nécessité de s'inscrire dans la guerre.

L'intériorisation est à faire là où le livre ne peut anticiper, là où il joue du mythe. Il nous guide néanmoins si nous voulons bien partir du présent.

Ce dernier est divisé; d'un côté il y a des femmes politiques, de l'autre des femmes incorporées à elles-mêmes. L'exigence de soi que réclame la guerre pourrait bouleverser cette division au profit d'une nouveauté: celle de femmes partisans en dehors du processus du Parti.

Bien qu'en extériorité à l'Amour, la guerre, prise dans ses forces en mouvement, ne balayera pas la contradiction hommes/femmes, mais y procédera. L'issue de ce processus, même si elle est liée à la guerre, n'en est pas dépendante. L'issue dépend de l'histoire de la contradiction hommes/femmes avant et pendant la guerre.

On vit la rencontre de Penthésilée et d'Achille, mais elle porte en elle son achèvement. Là se tient l'alerte et le conseil n'a plus de sens. L'Achèvement de leur amour se donne pour absence de lieux, de conscience prolongée entre les hommes et les femmes.

Achille et Penthésilée ensemble dans la guerre, c'était une autre histoire. L'un et l'autre ont travaillé séparément à leur identité historique. Leur rencontre signe ce que ce processus a de juste, de beau, de force incontournable.

L'achèvement de cette rencontre désigne ce que celle-ci exige de marxiste pour que ces identités deviennent stratégiques, c'est-à-dire des identités non seulement productrices de soi comme homme ou femme, mais productrice de liens de soi à l'autre, des femmes aux hommes, des hommes aux femmes.

Pauline PRALOGNAN

De là le sens enrichissant de ce roman. Nous y voyons deux amours à l'oeuvre. L'un est vécu comme manque, absence, et ne se vit que comme perte et recherche. Indemni en reste indemne, marquant l'absence réelle d'amour, pas de résolution, éloignement et perte.

L'autre est, à l'inverse, lecture de cette perte et réalité de l'amour il ne se berce pas d'un poème, d'un conte, il est soi-même la réalité. Il est ancré dans le réel, dans l'unité des contraires, dans la résolution de ce camp divisé.

Le premier n'est qu'absence, irréalité, il n'est amour que dans ce qu'on en connaît aujourd'hui; l'autre est réalité (et défaite) il ne peut que mourir car l'unité n'est pas faite sous cette dictature là.

Natacha MICHEL nous dit en un mot ce que peut être l'amour et comme il se donne aujourd'hui. Elle nous offre une réalité et son prolongement fictif et l'existence, enfin de la résolution, par l'unité des contraires de la contradiction hommes/femmes.

— COMMUNISME —

«Capitalisme ou communisme». C'est le choix mondial depuis un siècle et demi. La crise montre la permanence de ce choix, ici et maintenant.

Les sociétés socialistes, comme l'U.R.S.S. après la révolution d'Octobre 1917, ou la Chine après 1949, ont montré qu'on pouvait vaincre l'État ancien. Elles ont aussi montré que la lutte continuait, qu'on entrait dans une nouvelle phase où apparaissaient de nouveaux ennemis du communisme: les nouveaux bourgeois bureaucrates présents dans le parti et dans l'État.

Ces ennemis ont cassé l'élan communiste en U.R.S.S. Ils l'ont aussi interrompu en Chine, après une gigantesque bataille des ouvriers et du peuple dirigée par Mao jusqu'à sa mort: la Révolution Culturelle (1966-1976), révolution communiste dans la révolution socialiste.

Nous, maoïstes, organisés dans l'U.C.F.M.L. depuis dix ans, tirons ici les leçons politiques de toute cette histoire.

** Pour avancer vers le communisme, il faut participer à tous les combats de classe d'avant-garde, et c'est ce que nous avons fait, avec une politique pour que s'organisent les ouvriers et le peuple: luttes des O.S., après 1968, contre l'organisation capitaliste du travail (Renault, Le Mans, Chausson, Flins...). Luttes des immigrés pour l'égalité des droits, des grèves de la faim de 72-73 à la grande révolte de masse des foyers Sonacotra (1975-1980). Lutte anti-raciste contre les lois de discrimination Barre-Bonnet-Stoléro, et contre la politique de «répartition» du P.C.F. Luttes contre

le remembrement autoritaire dans les campagnes, contre le nucléaire impérialiste, contre la restauration académique bourgeoise dans l'université, etc... Luttes internationalistes pour le soutien à la révolution portugaise, aux résistances Khmère et Afghane, à la révolution nationale Iranienne, aux ouvriers polonais. Luttes contre l'impérialisme français en Afrique, aux Antilles...

** Pour avancer vers le communisme, il faut que les ouvriers qui veulent le communisme s'organisent dans ces noyaux politiques dont nous soutenons l'existence partout, au feu de la contradiction capital-travail.

** Pour avancer vers le communisme, il faut que les gens du peuple s'organisent dans des Comités Populaires Anti-Capitalistes (C.P.A.C.s), au feu de la contradiction entre le peuple et l'État (et l'État, c'est aussi les municipalités du P.C.F.).

Tout cela, c'est notre réalité existante, notre histoire, notre force. C'est notre manière de faire vivre pratiquement, dans une politique complète, le marxisme, doctrine pour penser et transformer le réel dans le sens du communisme.

Nous vous proposons une politique et ses organisations. Nous avons une certaine expérience. Vérité, engagement et communisme, le choix est celui de chacun. Mais le lieu collectif existe, pour l'action politique, sa rupture, son avancée.

Venez tous voir et questionner ce lieu politique sans précédent dans l'histoire de notre pays.

MEETING MAOÏSTE NATIONAL avec FORUMS et DEBATS Samedi 28 Février (de 14 à 19h) à la Mutualité de Paris

(Place Saint-Victor - Métro: Maubert-Mutualité)

8 FORUMS

- 1) Les noyaux communistes parlent de la classe ouvrière aujourd'hui.
- 2) Les C.P.A.C.s parlent de leurs 4 points (jeunes, chômeurs, école, santé), de la résistance dans le peuple, du P.C.F.
- 3) Les P.A.E. (Permanences Anti-Expulsion) parlent de l'anti-racisme aujourd'hui.
- 4) Le groupe FOUORE parle de la situation dans l'art, le cinéma, le théâtre.

- 5) La crise, une situation globale.
- 6) La politique du P.C.F. comme politique de parti, et le parti qu'il faut lui opposer.
- 7) La Chine, la Révolution Culturelle, le maoïsme.
- 8) Histoire de l'U.C.F.M.L. dans l'histoire des luttes de classe en France depuis Mai 68.

INTERVENTION DE L'U.C.F.M.L.: QUELLE PENSÉE, QUELLE ACTION ?

EXPOSITIONS, PANNEAUX, PUBLICATIONS.

POUR TOUS CONTACTS, écrire à l'adresse suivante:
BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17.

IL EXISTE UNE NOUVELLE MANIERE DE FAIRE DE LA POLITIQUE

Il n'est pas nécessaire de se résigner
ou d'attendre

VENEZ VOIR ET INTERROGER CE LIEU
POLITIQUE QUI A 10 ANS : LE MAOISME



Une vue de la manifestation du 13 Décembre 1980 pour l'unité contre tous les racismes (Phot. U.C.F.M.L.)

Nous sommes, chacun le sait, dans la crise.

Sur les effets de la crise, tout le monde a son expérience. Vie chère, chômage, racisme, menace de guerre, impuissance des syndicats et des vieux partis, repli sur soi, division, ne plus croire en rien.

Ce qui est moins clair, ce sont les avantages de la crise. Oui, il y en a !

La crise est un moment de VÉRITÉ; une exigence courageuse d'ENGAGEMENT; une actualité de cette vieille et future idée: le COMMUNISME.

— VÉRITÉ —

** La crise montre sur quoi reposait la prospérité, les bonnes affaires florissantes du pays.

Il fallait le pétrole, le fer, les denrées alimentaires pillées chez les autres, chez les paysans pauvres du Tiers-monde. Il fallait des guerres coloniales et des expéditions en Afrique pour garder la soumission des peuples.

Il fallait des centaines de milliers d'ouvriers immigrés sans aucuns droits sur les chaînes des usines.

Il fallait des petits paysans à ruiner, des minorités nationales muselées, des intellectuels aveuglés.

Il fallait le parapluie américain et le partage stable du monde avec les russes.

** La crise montre qui, en politique, gérait la prospérité douteuse de cette société impérialiste. Et qui se dispute féroce dans la crise elle-même:

— les bourgeois anciens, solidement installés dans l'État fort du gaullisme.

— le P.C.F. et les syndicats, sur la brèche pour mater les révoltes (comme en Mai 68), ou pour organiser le partage des profits du pillage, avec le chauvinisme et la revendication des égoïsmes. Ceci pour devenir, eux, les gens du P.C.F., des nouveaux bourgeois arrogants.

** La crise détruit les illusions et ébranle les soumissions. Elle oblige à regarder en face le capitalisme et sa violence. Elle oblige à voir la politique des partis dépouillée de toute promesse.

La crise oblige aussi à se regarder soi-même avec vérité: est-on un conservateur effrayé, quelqu'un qui cherche à

se tirer d'affaire sur le dos des autres ? Est-on quelqu'un qui se relève et veut suivre une autre voie ?

— ENGAGEMENT —

La crise contraint chacun à compter sur lui-même. Mais il y a deux façons de le faire:

.. se replier sur sa misère et défendre son privilège.

.. ou au contraire se dire: moi, ouvrier français ou immigré, femme du peuple, employé, jeune, intellectuel, paysan, que puis-je faire, que dois-je entreprendre, pour rompre avec l'état de choses existant ?

Où dois-je aller, à qui parler, si je ne veux être ni un individu enfermé et assailli, ni un serviteur des basses oeuvres de l'État, ni un bureaucrate syndical, ni un colleur d'affiches pour le bavardage pompier de Mitterrand, ni un homme de main de Marchais ?

Si je ne veux être ni raciste, ni complice de la mise en misère des peuples du monde, ni embrigadé dans la guerre des superpuissances, ni consommateur des mensonges politiques ? Si je veux penser, et non répéter, être fort et non pas pris dans toutes les peurs ?

C'est là un choix inévitable. Il s'agit d'exister avant tout.

Les vieilles façons de s'organiser, de faire de la politique, cherchent toutes à masquer ce point, à nier la crise, la vérité, le courage.

Rallier ou subir le P.C.F. des commandos racistes de Vitry, de l'invasion de l'Afghanistan, de la haine des jeunes et des pauvres, de la bêtise et du non-sens, c'est renoncer à faire exister la classe ouvrière et le peuple.

Rallier ou subir Giscard et Barre, c'est persévérer dans le vide et l'ignoble.

Rallier ou subir les phrases de Mitterrand, c'est croire qu'on est debout quand on s'assied entre deux chaises.

Le seul engagement véritable n'a d'autre secret que la confiance en nous-mêmes. Il faut nous rallier à nous-mêmes.

Le moyen de ce ralliement existe. Il s'appelle: faire un nouveau parti communiste. Devenir directement l'acteur, le sujet, d'une politique entièrement nouvelle.

C'est là que la politique, qui était soumission, devient liberté. Car on peut se repérer, s'identifier, et agir.

(Suite au verso).